FEUILLE FÉDÉRALE

110^e annéeBerne, le 1^{er} mai 1958

Volume I

Paraît, en règle générale, chaque semaine. Prix: 30 francs par an; 16 francs pour six mois, plus la taxe postale d'abonnement ou de remboursement
Avis: 50 centimes la ligne ou son espace; doivent être adressés franco à l'imprimerie des hoirs C.-J. Wyss, société anonyme, à Berne

7488

MESSAGE

du

Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la modification de la loi sur le statut des fonctionnaires

(Du 22 avril 1958)

Monsieur le Président et Messieurs,

L'arrêté fédéral du 21 mars 1956 a amélioré le gain réel des fonctionnaires. Imposée par l'évolution de la situation économique, cette mesure d'extrême urgence devait être prise avant la fixation de nouveaux traitements dans la loi sur le statut des fonctionnaires. Dans notre message du 13 janvier 1956 (FF 1956, I, 33), nous avions proposé de procéder en deux étapes. Dans la première, il s'agissait d'améliorer, dès le 1^{er} janvier 1956, les salaires réels, tout particulièrement ceux des classes inférieures et les traitements initiaux. Dans la seconde, les prescriptions sur les traitements devaient être révisées. Cette révision devait donner l'occasion d'examiner la question des autres adaptations nécessaires: mise au point de l'échelle des traitements, création d'une allocation de ménage, relèvement de l'allocation pour enfants, modification de l'indemnité de résidence, etc. Nous avons l'honneur de vous soumettre nos propositions concernant cette seconde étape.

I. GENÈSE ET LIGNES GÉNÉRALES DE LA RÉGLEMENTATION ACTUELLE DES TRAITEMENTS

1. Remarques préliminaires

La loi du 24 juin 1949 (RO 1949, 1823) modifiant la loi du 30 juin 1927 sur le statut des fonctionnaires constitue la base des dispositions sur la rétribution du personnel. L'échelle des traitements fut modifiée par l'arrêté fédéral du 21 mars 1956 concernant l'augmentation des traitements des fonctionnaires (RO 1956, 829). Depuis 1951, le personnel reçoit de nouveau des allocations de renchérissement. Nous estimons qu'il n'est pas nécessaire

de nous étendre longuement sur la genèse de la réglementation en vigueur, puisque nous vous avons déjà renseignés en détail sur l'évolution de la législation depuis 1848 dans nos messages du 20 décembre 1948 (FF 1948, III, 1213) et du 13 janvier 1956 (FF 1956, I, 33). Nous nous bornons donc à vous exposer la situation pour la période postérieure à 1949.

2. La réglementation dès le 1^{er} janvier 1950

La réglementation instituée par la loi du 24 juin 1949 avait pour but de mettre fin par un acte législatif ordinaire au régime instauré en vertu des pouvoirs extraordinaires et d'arrêtés urgents, d'englober une grande partie des allocations de renchérissement dans les traitements légaux et d'adapter simultanément les rémunérations au coût de la vie et à l'évolution générale des salaires. Nous avons proposé d'incorporer le total de ces allocations, ce qui techniquement simplifiait les choses. Mais les conseils législatifs décidèrent de rabattre d'un onzième les traitements figurant dans notre projet de loi et d'accorder ce onzième à titre d'allocation de renchérissement pouvant être ajustée par la suite aux fluctuations du coût de la vie. Les appointements devaient pouvoir être non seulement réduits en cas de baisse des prix, mais également augmentés en cas de renchérissement. A l'époque des délibérations des chambres, on pouvait admettre que la prospérité économique fléchirait, et il n'était pas exclu que les prix baisseraient. La guerre de Corée de 1950 renversa ces prévisions. Nous fûmes obligés, en 1951 déjà, de vous proposer de verser au personnel une allocation de renchérissement.

Les principales améliorations apportées par la revision de la loi sont les suivantes :

- application d'une seule échelle des traitements quel que soit le lieu de résidence ; la loi de 1927 prévoyait des traitements moins élevés pour le personnel dans les localités où le coût de la vie n'atteignait pas la moyenne du pays ;
- rabatement de 15 à 12 ans du temps nécessaire pour atteindre le maximum d'une classe de traitement ;
- constitution de deux nouvelles zones de résidence (8 au lieu de 6) et amélioration du supplément à l'indemnité de résidence ;
- augmentation de 400 à 500 francs de l'allocation unique de mariage et institution d'une allocation de 100 francs pour nouveau-né ;
- augmentation de 210 à 240 francs de l'allocation pour enfants (1927 = 120 francs) et versement de cette allocation jusqu'à l'âge de 20 ans au lieu de 18 ans ;
- en cas de promotion, octroi d'une augmentation extraordinaire représentant 1½ fois (et non plus 1 fois) l'augmentation ordinaire.

La lutte qui précéda la votation populaire du 11 décembre 1949 fut âpre. Le peuple accepta la loi, telle que les conseils législatifs l'avaient modifiée, par 546 160 voix contre 441 785.

D'une façon générale, cette loi a fait ses preuves. Les rectifications jugées nécessaires seront traitées au chiffre VI.

3. Les réglementations des allocations de renchérissement depuis 1951

Quoique fort coûteuse, la nouvelle réglementation des traitements ne resta adaptée qu'une année aux circonstances. Le coût de la vie fléchit immédiatement après son entrée en vigueur en 1950. Il en résulta une modique revalorisation des traitements sous forme d'une augmentation de leur pouvoir d'achat. Mais à partir de 1951, soit dès que les prix remontèrent, les associations du personnel demandèrent que l'allocation de renchérissement fût augmentée. La loi du 3 octobre 1951 prescrivit pour 1951 le versement d'une «allocation supplémentaire de renchérissement» de 2 pour cent des appointements de base, mais de 240 francs au minimum et de 480 francs au maximum. Elle autorisa en outre l'Assemblée fédérale à accorder également pour 1952 une allocation supplémentaire appropriée, au cas où le renchérissement se maintiendrait. Une telle disposition, valable pour les années 1953 à 1955, fut insérée dans la loi du 26 septembre 1952 modifiant la loi sur le statut des fonctionnaires et dans les arrêtés fédéraux concernant les traitements des magistrats. Pour les années 1956 à 1959, l'Assemblée fédérale fut de nouveau autorisée, par une loi du 21 juin 1955, à décider l'octroi d'allocations de renchérissement adéquates. Le personnel toucha, de 1952 à 1958, les allocations ci-après :

Année	Allocation %	Montant minimum pour les fonctionnaires		Supplément pour enfants
		mariés	célibataires	
1952	4	Fr. 300	Fr. 270	Fr. 12
1953/1954		sans changement		
1955	5,5	400	330	24
1956	7	560	490	30
1957	9	720	630	60
1958	12	960	840	60

Jusqu'en 1955, l'allocation proportionnelle se calcula sur les traitements selon l'article 37 de la loi et, dès 1956, sur les traitements relevés conformément à l'arrêté fédéral du 21 mars 1956. La disposition d'après laquelle un

onzième des traitements légaux était considérée comme allocation de renchérissement fut abolie à fin 1952 (art. 1^{er} de la loi du 26 septembre 1952).

L'allocation influa sur la structure des traitements. La compensation du renchérissement fut plus ample pour les fonctionnaires dont les salaires n'atteignaient pas un certain montant (depuis 1956, 8000 francs pour les agents mariés et 7000 francs pour les célibataires). Elle fut également plus forte pour les fonctionnaires avec charges de famille, le montant du supplément pour enfants ayant été fixé, surtout pour 1957, notablement au-delà du renchérissement exprimé par l'indice. Nous avons plusieurs fois émis l'avis que l'Assemblée fédérale, compétente pour accorder des allocations de renchérissement, ne devrait pas modifier la structure des divers éléments de la rétribution. Les proportions établies par la loi entre les traitements des diverses classes ou entre la rémunération du travail et les allocations sociales ne peuvent pas être changées. Une modification de la loi serait nécessaire pour cela. Et pourtant, lors des délibérations sur nos projets de lois ou d'arrêtés, des propositions et requêtes tendant à corriger la structure des salaires furent présentées chaque année.

4. Les améliorations des gains réels depuis 1950

Bien que les appointements n'aient cessé d'être ajustés au renchérissement, le personnel demanda au début de 1955 une rectification des traitements initiaux pour les catégories inférieures. Plusieurs gouvernements cantonaux nous adressèrent des requêtes appuyant cette revendication. Celle-ci rencontra également, de plus en plus, l'approbation des partis politiques. Les nombreux députés qui intervinrent au Conseil national demandèrent surtout que les montants des traitements fixés dans la loi soient dépassés dans la pratique. Mais nous dûmes nous opposer à l'adoption de mesures qui auraient en fait annulé des taux de traitements légaux par la voie d'une interprétation contestable de la loi. Par message du 13 janvier 1956, nous vous soumîmes un projet d'arrêté de portée générale prévoyant:

- a. Une augmentation générale de 2 pour cent des traitements légaux;
- b. Une amélioration complémentaire des traitements initiaux;
- c. La réduction d'un à deux ans du temps nécessaire pour atteindre le maximum d'une classe de traitement, soit 11 années pour les classes moyennes et supérieures et 5 à 10 années pour les classes inférieures.

Désirant procéder le plus rapidement possible à cette adaptation et éviter des controverses sur des questions fondamentales, nous avons renoncé à soulever dans le message à l'appui de ce projet la question des allocations familiales, celle de l'incorporation des allocations de vie chère aux traitements et celle de la mise sur pied d'une nouvelle échelle des traitements. Elles

devaient, comme nous l'avons déjà dit, faire l'objet de la seconde étape de la revision.

Les conseils législatifs décidèrent une majoration générale de 5 pour cent des traitements, au lieu de 2 pour cent, et une augmentation des traitements initiaux supérieure à celle que nous avions proposée. L'arrêté fédéral y relatif, du 21 mars 1956, entra en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 1956, le referendum n'ayant pas été demandé. Les mesures généreusement décidées par l'Assemblée fédérale, malgré nos appréhensions quant à leurs répercussions sur notre économie et nonobstant la seconde étape de revision envisagée, furent accueillies avec une grande satisfaction par l'ensemble du personnel.

Certaines améliorations des gains réels résultèrent aussi de transferts de personnel dans des classes de traitement supérieures, par suite de la nouvelle classification des fonctions adoptée par le Conseil fédéral le 29 janvier 1954 et des nouvelles instructions relatives aux nominations et promotions. Ces nouvelles dispositions tendaient à un classement plus équitable des agents d'après les exigences attachées à leurs fonctions. La conséquence en fut des augmentations de traitement, car les rectifications consistèrent presque toutes dans l'attribution à une classe plus élevée. La moitié environ du personnel bénéficia d'un tel avancement. Les augmentations de traitement qui en découlèrent représentent un surcroît durable de dépenses pour la Confédération. Elles contribuent aussi à élever la dépense moyenne par agent.

5. L'évolution des traitements depuis 1950

Le tableau ci-après montre, pour quelques classes, dans quelle mesure les traitements fixés par la loi du 24 juin 1949 se trouvent améliorés en 1958 par le fait de la compensation du renchérissement et de l'augmentation des gains réels.

*Traitements des fonctionnaires en 1958 comparés à ceux qui sont prévus
dans la loi du 24 juin 1949*

Classe de traitement	Montants en francs				Valeur nominale	
	Selon la loi du 24 juin 1949		Selon la régle- mentation pour 1958		Minimum si col. 2 - 100	Maximum si col. 3 - 100
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum		
1	2	3	4	5	6	7
<i>a. Agents mariés ayant deux enfants</i>						
1	20 480	24 980	24 187	29 412	118,1	117,7
5	12 880	17 380	15 294	20 474	118,7	117,8
10	9 530	14 030	11 411	16 535	119,7	117,9
15	7 430	11 580	9 058	13 654	121,9	117,9
20	6 680	9 330	8 320	11 008	124,5	118,0
25	5 930	7 280	7 583	8 700	127,9	119,5
<i>b. Célibataires</i>						
1	20 000	24 500	23 587	28 812	117,9	117,6
5	12 400	16 900	14 694	19 874	118,5	117,6
10	9 050	13 550	10 811	15 935	119,5	117,6
15	6 950	11 100	8 398	13 054	120,8	117,6
20	6 200	8 850	7 600	10 408	122,6	117,6
25	5 450	6 800	6 863	7 997	125,9	117,6

Les montants minimums marquent les plus fortes augmentations. En ce qui concerne les montants maximums, les proportions établies par l'échelle de 1949 sont demeurées inchangées, sauf pour les 24^e et 25^e classes, en raison du versement aux agents mariés du montant minimum de l'allocation de renchérissement. Le tableau renseigne sur l'évolution des montants des traitements et non sur l'augmentation du gain moyen par agent.

La statistique du personnel donne une vue générale des effets exercés sur le gain moyen des agents par les mesures telles que la compensation du renchérissement, les modifications de la loi ou du classement de fonctions, la fixation des traitements lors des engagements et des promotions. Les revenus moyens suivants, qui comprennent les allocations, ont été calculés sur la base des rapports mensuels concernant l'effectif et de la dépense globale pour les traitements et salaires :

*Evolution des gains moyens du personnel
depuis 1950*

Année	Indice des prix à la consommation	Valeur nominale des gains	Valeur réelle des gains
1950	100	100	100
1951	104,8	105,2	100,4
1952	107,5	106,9	99,4
1953	106,7	109,6	102,7
1954	107,5	112,0	104,2
1955	108,5	114,4	105,4
1956	110,1	118,4	107,5
1957	112,3	(¹)	—

(¹) Pas encore déterminée.

Il n'est pas facile d'établir les revenus moyens pour des groupes professionnels déterminés de fonctionnaires. Lorsqu'il s'agit d'agents accomplissant des travaux qui ne s'exécutent que dans l'administration, les chiffres ne permettent guère de comparaisons. C'est même le cas pour des activités professionnelles analogues, les exigences dans les services de l'Etat d'une part et dans l'économie privée d'autre part pouvant différer.

Pour les activités manuelles exercées dans les ateliers du service technique militaire et dans ceux des chemins de fer fédéraux, la comparaison est en revanche relativement aisée. Les exigences des divers métiers pratiqués dans ces ateliers doivent être comparables à celles des professions identiques dans l'industrie privée. L'enquête du 1^{er} octobre 1956 sur les salaires payés dans ces ateliers, menée de la même manière que celles qui sont faites régulièrement par l'office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, donna le résultat suivant :

Salaires versés en 1956 dans les ateliers militaires et des CFF, comparés à ceux qui sont payés dans l'économie privée selon l'enquête d'octobre 1956 de l'office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail

	Ouvriers qualifiés				Ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés			
	Conditions urbaines		Conditions mi-urbaines		Conditions urbaines		Conditions mi-urbaines	
	Nombre des indications	Salaires horaires moyen en centimes	Nombre des indications	Salaires horaires moyen en centimes	Nombre des indications	Salaires horaires moyen en centimes	Nombre des indications	Salaires horaires moyen en centimes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
<i>Ateliers fédéraux</i>								
Avec allocations pour enfants . .	2 226	397	323	375	2 847	352	1 089	351
Sans allocations pour enfants . .	—	384	—	360	—	336	—	326
<i>Economie privée</i>								
Toutes les branches	102 086	350	37 171	325	97 950	294	64 208	279
Industrie des métaux et des machines (1) . . .	37 867	343	10 876	324	44 153	292	22 192	282

(1) Principalement sans allocations pour enfants.

Bien que les données relatives aux salaires payés dans l'industrie privée ne soient pas en tout point comparables à celles des ateliers fédéraux, les statistiques que nous reproduisons ci-dessus montrent que les salaires des ouvriers de la Confédération continuent à être plus élevés que ceux qui sont versés dans l'économie privée. D'autre part, si nous n'avons pas tenu compte, dans notre tableau, des gratifications allouées au personnel des entreprises privées, il ne faut pas non plus oublier que, dans l'ensemble, les mesures de prévoyance dont bénéficient les agents de la Confédération sont plus développées que dans lesdites entreprises.

II. L'ÉVOLUTION DES GAINS ET DES SALAIRES DANS L'ÉCONOMIE PRIVÉE

Les enquêtes faites périodiquement par l'office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, dont nous reproduisons ci-dessous les derniers résultats, renseignent sur la rémunération des personnes ne travaillant pas de façon indépendante; il s'agit notamment de:

- a. La statistique semestrielle des salaires des ouvriers victimes d'accidents (statistique des accidents),
- b. L'enquête annuelle sur tous les salaires et traitements et
- c. L'enquête trimestrielle sur les taux des salaires dans l'industrie et la construction d'après les rapports fournis par les entreprises industrielles.

La rémunération réelle est à la base des deux premières enquêtes. La statistique des accidents se fonde sur des données tirées des quelque 100 000 dossiers de la caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents. La statistique générale des salaires se rapporte aux gains de plus de 800 000 travailleurs de plus de 30 000 entreprises. Le but de la statistique mentionnée sous lettre c est de montrer les modifications des taux des salaires; à cet effet, les entreprises donnent des renseignements non pas sur les salaires réellement payés, mais seulement sur leur évolution au cours d'une période déterminée.

a. Statistique des salaires des ouvriers victimes d'accidents (statistique des accidents)

Salaires horaires moyens, nominaux et réels, en 1956 (1950 = 100)
(Indice national des prix à la consommation 1956 = 110,1)

Industries	Ouvriers qualifiés et semi-qualifiés		Ouvriers non qualifiés	
	gain nominal	gain réel	gain nominal	gain réel
Alimentation, boissons, tabacs	117	106	120	109
Textiles	117	106	117	106
Chaussures	122	111	116	105
Bois	118	107	118	107
Papier, cuir, caoutchouc	119	108	116	105
Arts graphiques	116	105	120	109
Produits chimiques	117	106	120	109
Pierres et terres	118	107	115	104
Métaux et machines	119	108	118	107
Horlogerie	119	108	122	111
Construction	117	106	117	106
Toutes les industries	118	107	119	108

b. Enquête sur les salaires (statistique générale des salaires)

Salaires moyens, nominaux et réels, des employés masculins en octobre 1956 par rapport à octobre 1950 = 100

(Indice national des prix à la consommation en octobre 1956 = 109,9)

Industries	Pour des employés qualifiés travaillant de façon indépendante et justifiant d'un apprentissage ou d'études terminées		Pour les employés ne travaillant pas de façon indépendante, mais justifiant d'un apprentissage ou de connaissances particulières		Pour des auxiliaires (magasiniers, garçons de bureau, etc.)	
	gain nominal	gain réel	gain nominal	gain réel	gain nominal	gain réel
Textiles	116	105	116	105	119	108
Habillement et équipement	116	105	118	107	120	109
Alimentation, boissons, tabacs	119	108	117	106	115	104
Produits chimiques . . .	118	107	115	104	112	101
Papier et cuir	117	106	116	105	118	107
Arts graphiques	123	112	125	114	120	109
Bois	118	107	119	108	118	107
Horlogerie et bijouterie . .	128	116	125	114	117	106
Pierres et terres	118	107	118	107	121	110
Branches artisanales diverses	118	107	120	109	121	110
Commerce	117	106	119	108	119	108
Banques et assurances . .	115	104	109	99	113	103
Entreprises de transport privées	116	105	117	106	118	107
Total	117	106	117	106	117	106

c. Enquête sur la modification des taux des salaires dans l'industrie et la construction (rapports des entreprises industrielles)

Salaires nominaux et réels, 4^e trimestre 1955 = 100

(Indice national des prix à la consommation en décembre 1955 = 100)

Trimestre	Nominal	Réel
4 ^e trimestre 1955	100	100
1 ^{er} trimestre 1956	100,6	100,7
2 ^e » 1956	101,6	100,6
3 ^e » 1956	102,8	101,1
4 ^e » 1956	103,7	101,5
1 ^{er} trimestre 1957	104,7	103,1
2 ^e » 1957	105,1	102,5
3 ^e » 1957	105,5	101,8
4 ^e » 1957	106,4	102,1

Pour l'année 1957, nous ne connaissons aujourd'hui que les rapports des entreprises industrielles concernant la modification des taux des salaires; il n'y a encore aucune statistique complète sur les salaires moyens. D'après les résultats provisoires de la statistique générale des salaires, ceux-ci ont augmenté de 4 pour cent environ par rapport à l'année précédente, une partie de cette augmentation découlant de la compensation de la perte de gain due à la réduction de la durée du travail.

Nous renonçons à donner les statistiques antérieures à 1950. Les traitements des fonctionnaires fédéraux ayant été fixés à nouveau à ce moment-là, il ne s'agit maintenant que de déterminer dans quelle mesure les modifications intervenues depuis lors dans l'économie privée justifient une nouvelle adaptation des appointements de ce personnel.

Il vaut cependant la peine de jeter un coup d'œil dans le passé pour déterminer d'une manière toute générale l'évolution du rapport entre les traitements fédéraux et les salaires des travailleurs dans l'économie privée. Les traitements fédéraux ont suivi jusqu'à présent les fluctuations de la situation économique moins rapidement que les salaires des ouvriers et employés privés. Ce fait est confirmé depuis 1913. Pendant la première guerre mondiale, les traitements fédéraux augmentèrent plus lentement que les salaires dans le commerce, l'industrie et l'artisanat, tandis que dès le début des années «vingt» ils augmentèrent plus rapidement. Pendant la grande crise économique, ils tombèrent aussi moins rapidement que dans l'économie privée. Mais au commencement de la seconde guerre mondiale, les salaires des ouvriers et employés privés augmentèrent de nouveau beaucoup plus rapidement et cette tendance se maintint jusqu'en 1949. Depuis lors l'évolution suivit une ligne à peu près parallèle. Nous ne prétendons pas par là que les traitements fédéraux aient été, si on les considère au cours de longues périodes, plus bas ou plus élevés que les salaires versés dans l'économie privée. Nous voulons uniquement montrer qu'à certaines époques ils sont montés plus lentement ou plus rapidement que les revenus des personnes non indépendantes.

III. LE COUT DE LA VIE DEPUIS LA REVISION DE LA LOI EN 1949

Depuis que les traitements ont été fixés à nouveau par la revision de la loi en 1949, l'indice des prix à la consommation s'est modifié comme il suit:

Indice national des prix à la consommation d'après les groupes de dépenses
(août 1939 = 100)

Période	Alimen- tation	Chauffage et éclairage	Habille- ment	Loyers	Nettoyage	Divers	Total
Avril ⁽¹⁾ -décembre 1950	177,0	130,6	202,3	108,6	193,5	143,7	159,4
Moyenne annuelle 1951	180,8	138,7	226,7	112,4	199,0	148,5	166,7
» » 1952	184,2	144,2	228,4	118,1	205,2	154,2	171,0
» » 1953	184,4	142,0	217,4	120,1	205,3	154,9	169,8
» » 1954	188,0	139,7	215,4	122,6	203,9	153,8	171,0
» » 1955	189,9	140,0	215,0	126,8	203,6	154,0	172,6
» » 1956	193,7	144,2	213,7	129,9	204,7	156,2	175,2
» » 1957	196,0	149,0	218,9	133,1	208,2	160,6	178,6

(¹) En avril 1950, les bases du calcul de l'indice furent révisées.

D'après ces chiffres, ce sont, depuis 1950, les loyers qui ont le plus augmenté (22,6%), alors que c'est dans l'habillement (8,2%) et les produits de nettoyage (7,6%) que le renchérissement a été le plus faible. Pour ce qui est de l'alimentation (10,7%), du chauffage et de l'éclairage (14,1%), ainsi que des divers (11,8%), le renchérissement est à peu près identique.

A chaque revision des traitements — qu'il s'agisse de réduction ou d'augmentation — on sollicite une réglementation plus favorable pour les classes inférieures de traitement et les salariés ayant charge de famille. On justifie ces revendications par le fait que la dépréciation monétaire se fait sentir plus intensément chez l'ouvrier que chez les salariés à revenus plus élevés. Le personnel appartenant aux classes sociales élevées a, en effet, la possibilité de réduire certaines dépenses pas absolument indispensables sans que son niveau de vie soit notablement abaissé. L'argument contraire consiste à dire que le salaire proportionné aux prestations fournies permet à ce personnel d'avoir une meilleure situation sociale et que précisément l'obligation de restreindre, par exemple, les dépenses de caractère culturel ramène en fin de compte les salariés qualifiés au même niveau social que ceux qui ne le sont pas. Dans la lutte pour la participation au produit social, cette question sera toujours discutée. Les chiffres de l'indice ne comprennent qu'une partie du coût de la vie. Ils se rapportent avant tout aux articles de grande consommation. Cependant, il n'a pas été prouvé que l'indice serait modifié par l'inclusion dans la statistique des biens de consommation qui n'y figurent pas. L'étude des données techniques fournies par l'indice des prix à la consommation montre que rien ne justifierait, lorsque nous compensons le renchérissement ou élevons les traitements, des mesures favorisant les classes inférieures par rapport

au classes supérieures de traitement. Les mesures prises jusqu'ici par la Confédération ont, à notre avis, amplement nivelé les traitements.

IV. LES REQUÊTES DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Bien qu'en raison de l'augmentation des traitements accordée par l'arrêté fédéral du 21 mars 1956, les revenus du personnel aient été notablement améliorés, des requêtes d'une très grande portée nous ont été soumises à nouveau au cours de l'année 1956. Les associations suivantes sont intervenues :

1. La fédération des syndicats chrétiens du personnel de la Confédération et des entreprises publiques de transport, le 7 juin 1956 ;
2. L'association du personnel militaire, le 14 juillet 1956 ;
3. L'union fédérative du personnel des administrations et des entreprises publiques, le 18 juillet 1956 ;
4. L'association de fonctionnaires supérieurs de la Confédération en collaboration avec l'association de fonctionnaires des chemins de fer fédéraux (Oltener Verband), l'association des ingénieurs des chemins de fer fédéraux, la société des fonctionnaires techniques des chemins de fer suisses et la société des fonctionnaires techniques des postes, télégraphes et téléphones, le 28 décembre 1956.

Toutes ces requêtes sont fondées sur le coût de la vie au moment où elles furent présentées. Dans l'entretemps, le renchérissement a encore augmenté et les allocations servies au personnel fédéral ont dû être portées de 7 à 9 pour cent en 1957 et à 12 pour cent en 1958. Les augmentations demandées apparaissent de ce fait sous un jour plus favorable. Mais leur portée financière reste fort considérable. Les associations mettent l'accent sur une nouvelle amélioration de l'échelle des traitements. La fédération des syndicats chrétiens du personnel de la Confédération et des entreprises publiques de transport sollicite plus particulièrement une amélioration des allocations sociales. A ce propos, les autres associations se contentent de demander que l'allocation pour enfants, actuellement de 300 francs (240 francs d'allocation de base plus 60 francs d'allocation de renchérissement) soit élevée à 360 francs. Elles insistent pour que, dans des cas spéciaux, notamment lorsqu'il s'agit d'infirmes ou d'enfants dont la formation professionnelle n'est pas encore achevée, l'allocation puisse être versée aussi après l'âge de 20 ans. On demande en outre une majoration de l'allocation unique pour nouveau-né.

Dans toutes les requêtes, il a été demandé d'incorporer l'allocation de renchérissement au salaire assuré et de réduire la durée nécessaire pour atteindre le maximum des classes de traitement. La requête du personnel

des entreprises de transport et de celui des douanes tendant au versement d'une indemnité pour le travail dominical pose une question de principe.

Les associations du personnel ont sollicité par des requêtes particulières une réduction générale de la durée du travail. Nous avons pris acte de ces demandes et avons déjà ordonné une telle mesure pour le personnel des bureaux administratifs. En ce qui concerne la durée du travail du personnel d'exploitation, nous sommes arrivés à la conclusion que cette question ne devait pas être traitée dans ce message vu les nombreux problèmes qu'elle soulève et vu les incidences financières qui en résulteraient. Nous nous limitons donc dans ce message à ce qui a trait à la rétribution.

Les revendications des associations susmentionnées sont récapitulées en détail dans le tableau ci-après. Il renseigne dans la mesure du possible sur les répercussions financières.

Répercussions financières des requêtes des associations du personnel

Revendications 1	UF	FSC	APM	AFS
	2	3	4	5
en millions de francs				
1. Nouvelle échelle des traitements ⁽¹⁾	71,8	10,7	22,0	25,5
2. Amélioration de l'indemnité de résidence	4,0	—	—	—
3. Amélioration des allocations familiales:				
a. Introduction d'une allocation de ménage de 300 francs pour les fonctionnaires mariés	—	21,0	21,0	—
b. Introduction d'une allocation de logement	—	(²)	—	—
c. Allocation de mariage: extension du droit aux veufs et aux fonctionnaires féminins	—	—	(²)	—
d. Augmentation du traitement en cas de mariage	(²)	—	—	—
e. Augmentation de l'allocation pour nouveau-né de 100 à 150 francs à 200 francs	(²)	(²)	—	—
f. Augmentation de l'allocation pour enfants de 300 à 360 francs	0,3	—	—	—
4. Institution d'une allocation pour le service dominical	—	0,6	—	—
5. Renonciation à la réduction du traitement en cas de capacité réduite de travail	5,4	5,4	—	5,4
6. Extension de la jouissance ordinaire de traitement de un à deux mois	(⁴)	(⁴)	—	—
7. Amélioration du droit à la gratification pour ancienneté de service (réduction du temps de service, augmentation de la gratification)	(²)	—	—	—
8. Majoration des contributions périodiques de l'employeur aux caisses d'assurance par suite des augmentations de traitement	0,3	0,3	—	—
	0,5	0,7	1,5	0,5
	5,9	1,3	2,2	2,1
Total	88,2	40,0	46,7	33,5

Légende: UF = Union fédérative.

FSC = Fédération des syndicats chrétiens du personnel de la Confédération et des entreprises publiques de transport.

APM = Association du personnel militaire.

AFS = Association de fonctionnaires supérieurs.

(¹) Ces dépenses résultent de l'augmentation proposée des montants minimums et maximums de l'échelle des traitements par rapport aux salaires payés en 1957.

(²) Les dépenses ne peuvent pas être calculées.

(³) Les dépenses, de 1,8 millions de francs environ, sont comprises dans celles qui sont indiquées au chiffre 1 (nouvelle échelle des traitements).

(⁴) La requête n'est pas formulée en chiffres; sa portée financière varie selon qu'il s'agit des entreprises de transport et de communications ou de l'administration des douanes.

Dans leurs requêtes, les associations allèguent, d'une manière générale, que le personnel désire participer plus largement au résultat du travail des administrations et exploitations, que les exigences du service sont accrues, qu'il y a manque de personnel sur le marché du travail, que des agents qualifiés s'en vont. Il est aussi question de « considérations relevant de la politique générale et de la psychologie du travail ». Pour l'amélioration des allocations sociales, les requêtes invoquent la protection de la famille.

Une requête nous a également été adressée en commun par l'union centrale des associations patronales suisses et le directoire de l'union suisse du commerce et de l'industrie. Ces associations attirent notre attention sur les répercussions de l'augmentation envisagée des salaires du personnel de la Confédération. Elles déclarent qu'une nouvelle amélioration des traitements fédéraux favoriserait grandement une inflation générale des salaires. Etant donné le niveau atteint par les revenus du personnel fédéral, elle ne saurait se justifier. Vu l'importance des prestations sociales actuelles dans la structure des salaires fédéraux, l'idée d'instituer de nouvelles allocations et d'augmenter celles qui existent déjà devrait être repoussée. Au cas où la proportion des prestations sociales par rapport au salaire-rendement serait améliorée, il en résulterait un certain nivellement des traitements qui nuirait à l'esprit d'initiative et à l'ardeur au travail.

Nous avons tout d'abord dû fixer notre attitude à l'égard de la requête concernant un développement du régime des allocations sociales. Ce vœu devait nécessairement soulever des questions de principe. C'est pourquoi la révision des traitements n'a pas été réalisée en une fois en 1956, comme cela aurait été désirable. La décision à prendre est aussi liée à la question de savoir quelles modifications il y a encore lieu d'apporter à l'échelle des traitements.

V. LA QUESTION DU SALAIRE FAMILIAL

I. Considérations générales

Notre époque est caractérisée par une aspiration à la sécurité sociale. Ce besoin de sécurité influence non seulement les rapports des hommes entre eux, mais encore ceux entre l'Etat et les citoyens. On demande aujourd'hui à l'Etat de garantir la liberté des citoyens et aussi d'assurer leur existence, ce qui a rapproché les hommes. L'employeur ne considère plus le travailleur comme un simple objet et n'est plus taxé d'exploiteur. Tous deux se considèrent comme membres d'une communauté, ce qui se manifeste par l'institution des contrats collectifs. Si l'on admet la légitimité de la protection de l'individu, il faut cependant que la cellule sociale, c'est-à-dire la famille, soit également protégée économiquement. Les allocations familiales en fournissent le moyen.

Nous pensons pouvoir renoncer à motiver ici plus en détail la nécessité de protéger la famille. Cette protection est érigée en principe et confiée à la

Confédération par l'article 34 *quinquies* de la constitution. Il ne reste qu'à trouver comment cette tâche peut être accomplie. La législation sur les traitements tient déjà largement compte des exigences de la protection de la famille. La situation des fonctionnaires de ce point de vue est plutôt meilleure que celle des autres salariés et l'on ne peut dépasser certaines limites dans ce domaine, notamment si l'on prend en considération les possibilités de l'économie privée.

Les expériences des vingt dernières années confirment qu'une des causes de la crise de la famille a un aspect économique et qu'une aide se justifie. C'est pourquoi l'on a déjà tenu compte, dans la législation et dans les contrats collectifs, de la situation particulière du père de famille en le déchargeant de certaines dépenses et en améliorant son revenu.

Certaines mesures sont d'ordre fiscal; elles consistent à fixer des minimums vitaux qui permettent d'exonérer des impôts un certain montant du revenu ou de la fortune, à autoriser des déductions en faveur de la famille et à établir des taux plus bas pour les contribuables ayant charge de famille. D'autres mesures concernent la prévoyance sociale, le logement, l'assurance sociale, l'enseignement public, les tarifs des entreprises de transport, l'orientation et la formation professionnelles.

Des allocations familiales doivent, de leur côté, accroître le revenu de la famille. Celui-ci est fixé en fonction des charges sociales incombant aux salariés. Les allocations sont servies soit par l'employeur directement, soit par les caisses de compensation pour allocations familiales. Les charges de famille ne peuvent cependant pas être prises en considération dans n'importe quelle mesure pour le calcul du salaire qui reste en premier lieu la contre-valeur du travail fourni.

2. Salaire correspondant au rendement et salaire correspondant aux besoins

On reconnaît d'une manière générale que le rendement de l'employé doit demeurer l'élément fondamental et déterminant dans le calcul du salaire. A travail égal, salaire égal! Considéré du point de vue purement économique, le principe du salaire calculé d'après le travail fourni est le système le plus judicieux. Il assure une concurrence saine et, par conséquent, contribue à augmenter le rendement.

L'inconvénient du principe du salaire-rendement se manifeste dans le domaine social. Il tient peu compte des besoins du travailleur. Les baisses de salaire ou les augmentations des prix ont des conséquences sociales trop rigoureuses. Dans tous les cas, les possibilités des communautés familiales sont réduites par rapport à celles des personnes vivant seules.

Le salaire correspondant aux besoins permet de pallier dans une certaine mesure les inconvénients du salaire-rendement. Il a essentiellement pour but d'assurer l'existence de la famille qui doit en vivre. Des faits d'ordre économique font cependant obstacle au salaire correspondant aux besoins. Si les besoins des hommes, en tant qu'individus ou membres de la famille, sont illimités, les moyens pour les satisfaire ne le sont en revanche pas. Et les besoins varient d'un individu à l'autre. Ajoutons que le salaire calculé selon les besoins peut exercer une influence paralysante sur l'application au travail.

Nous constatons donc que le salaire-rendement à l'état pur est, du point de vue économique, le mode de rétribution le plus judicieux mais qu'il peut avoir des conséquences trop rigoureuses. Quant au salaire calculé selon les besoins, il se justifie socialement mais ne peut être entièrement réalisé, économiquement parlant. Il convient dès lors de rechercher la combinaison satisfaisant le mieux l'équité. Les deux éléments doivent cependant demeurer nettement distincts afin que le salaire-rendement, nécessaire à la vie économique, soit maintenu comme base de la rémunération.

3. Etat des allocations familiales en Suisse

Les charges familiales des salariés sont prises en partie directement en considération dans le calcul de la rémunération du travail, sans qu'il soit fait pour autant une distinction entre le salaire proprement dit et les allocations familiales. Certains employeurs servent des allocations de famille volontairement ou en vertu d'une disposition insérée dans les contrats de travail. Les contrats collectifs contiennent de plus en plus fréquemment des prescriptions concernant le versement d'allocations familiales. Sur les 1349 contrats collectifs mentionnés dans le recueil de l'office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail à fin 1948, 505 (37%) contenaient des dispositions relatives aux allocations familiales; 41 d'entre eux s'étendaient à l'ensemble du pays et 10 à des parties seulement. Sur les 90 contrats qui s'appliquaient à l'ensemble du pays à fin 1956, 58 prévoyaient le versement d'allocations familiales. Des allocations de ménage et pour enfants étaient prévues dans 34 de ces contrats, des allocations pour enfants seulement dans 21 et des allocations de ménage uniquement dans 3. Deux contrats prescrivent aussi des allocations de 100 francs pour nouveau-né. Un contrat prévoit une allocation de 100 francs à la naissance du premier enfant et une de 50 francs à la naissance des enfants suivants. Le montant des allocations pour enfants oscille entre 8 et 25 francs par mois et celui des allocations de ménage entre 2 centimes à l'heure et 50 francs par mois. Des caisses de compensation, dont font partie quelque 28 500 employeurs et 221 600 salariés, paient des allocations familiales en vertu de 18 contrats.

Dans différentes branches de l'économie, les allocations familiales sont versées d'une manière générale en vertu de directives et de recommandations d'organisations d'employeurs sans qu'elles soient prévues dans un contrat collectif. Les membres de l'association patronale suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie, par exemple, accordent actuellement des allocations mensuelles pour enfants de 10 francs pour le 1^{er} et le 2^e enfant et de 15 francs pour le 3^e et les suivants. Conformément à la recommandation de leur association, les membres de l'industrie textile servent à leurs employés et ouvriers une allocation mensuelle de 17 francs par enfant. Quelques contrats ordinaires de travail contiennent aussi des dispositions relatives aux allocations familiales.

En général, les allocations familiales payées soit volontairement, soit contractuellement, sont à la charge de l'employeur. Plusieurs associations d'employeurs ont créé des caisses de compensation spéciales et font verser les allocations par celles-ci. Certaines de ces caisses ont été constituées en vertu de dispositions de contrats collectifs déclarés obligatoires. En mars 1956, 15 caisses de compensation fondées par des associations professionnelles existaient en Suisse et servaient des allocations familiales. La dépense qui en résulte est couverte exclusivement par les contributions des employeurs, fixées généralement en pour-cent de la somme des salaires payés par l'entreprise. Quant au genre et à l'ampleur des allocations, ils sont à peu près les mêmes que ceux dont nous venons de parler à propos de la réglementation prévue dans les contrats collectifs. Les allocations pour enfants dépassant 20 francs par mois sont plutôt rares. En général, elles sont versées jusqu'à ce que l'enfant ait 18 ou 20 ans révolus. Certaines caisses versent aussi des allocations de ménage aux personnes mariées ou aux veufs et divorcés ayant un ménage en propre.

Pour protéger la famille, plusieurs cantons ont créé des caisses de compensation auxquelles les employeurs sont tenus d'adhérer. La première loi de ce genre en Suisse fut adoptée par le canton de Vaud en 1943. Genève l'imita en 1944, Fribourg, Neuchâtel et Lucerne en 1945, le Valais en 1949, le Tessin et Saint-Gall en 1953, Unterwald-le-Haut en 1954, Unterwald-le-Bas et Appenzell Rhodes-Intérieures en 1955, Bâle-Ville et Zoug en 1956 et Uri en 1957. Les lois cantonales portant création de caisses de compensation pour allocations familiales concordent largement dans leurs grandes lignes. Elles prescrivent ordinairement une allocation pour enfants s'élevant à 10 ou 15 francs par mois au moins. Celle du canton de Genève prévoit le versement de montants jusqu'à 35 francs par mois pour les enfants de 15 à 18 ans.

Par souci de précision, nous relevons encore que la Confédération paye également une allocation familiale aux travailleurs agricoles et aux paysans de la montagne.

Le tableau ci-après renseigne sur les allocations familiales versées par les cantons et quelques grandes villes à leur personnel :

*Allocations sociales servies par les cantons et quelques villes
à leur personnel administratif en 1957*

	Allocation pour enfants	Allocation familiale ou de ménage	Autres prestations sociales
	Fr.	Fr.	
<i>1. Cantons</i>			
Zurich.	pas d'allocations		
Berne	150	345	Indemnité de résidence 0 à 600 fr. = mariés, 0 à 400 fr. = célibataires pour le 3 ^e enfant et suivants, 310 francs
Lucerne	290	300	Allocation pour nouveau-né, 200 francs
Uri	240	500	Aucune
Schwyz	250	500	Aucune
Unterwald-le-Haut	240	600	Aucune
Unterwald-le-Bas .	480	—	Célibataires, $\frac{2}{3}$ allocation de renchérissement pour mariés
Glaris	240	480	Aucune
Zoug	360	600	Aucune
Fribourg.	264	840	Aucune
Soleure	280	—	Allocation pour nouveau-né, 200 francs
Bâle-Ville	300	300	Aucune
Bâle-Campagne . .	240	—	Allocation de renchérissement supérieure pour mariés
Schaffhouse	360	—	Aucune
Appenzell Rh.-Ext.	120	—	Aucune
Appenzell Rh.-Int.	240	300	Aucune
Saint-Gall	240	300	Aucune
Grisons	120	600	Indemnité de résidence 96 à 600 francs pour les mariés, célibataires la moitié
Argovie	240	—	Aucune
Thurgovie	200	400	Aucune
Tessin	240	300	Aucune
Vaud	300	600	Allocation pour nouveau-né, 100 francs
Valais	250	490	Aucune
Neuchâtel	360	600	Aucune
Genève 0 à 10 ans	300		
10 à 15 ans	360	—	Aucune
15 à 18 ans	420		
<i>2. Villes</i>			
Zurich.	240	—	Aucune
Winterthour	216	—	Aucune
Berne	180	360	Aucune
Bienne	240	300	Aucune
Lucerne	276	150	Aucune
Saint-Gall	210	300	Aucune
Lausanne	360	360	Aucune
Genève 0 à 10 ans	300		
10 à 15 ans	360	—	Aucune
15 à 18 ans	420		

4. Le développement du régime des allocations familiales versées au personnel de la Confédération

Les décisions prises jusqu'ici par les conseils législatifs en matière de compensation du renchérissement montrent qu'ils estiment que l'allocation pour enfants doit être fixée de manière à protéger la famille conformément à l'évolution générale intervenue dans ce domaine ces derniers temps et dépasser la compensation. Parmi les diverses allocations familiales, l'allocation pour enfants est celle qui permet le mieux de prendre en considération les charges de famille. Elle est aussi la plus répandue. Nous vous proposons de la porter de 300 francs (ce montant comprend l'allocation de renchérissement de 60 francs versée actuellement) à 360 francs par an, tout en maintenant à vingt ans la limite d'âge des enfants qui y donnent droit. Il va de soi qu'un montant de 360 francs ne dédommagera pas entièrement le père de famille du sacrifice financier qu'il consent pour entretenir et éduquer ses enfants. Cela ne serait du reste ni possible ni désirable. C'est à la famille et aux parents que doivent incomber en premier lieu l'obligation d'entretien et la responsabilité concernant les enfants.

Dans notre projet de loi, nous prévoyons de porter de 500 à 800 francs l'allocation unique de mariage et de 100 à 200 francs l'allocation pour nouveau-né (art. 43). Les considérations que nous avons émises au sujet de l'allocation pour enfants sont valables également pour ces deux allocations. La Confédération peut contribuer seulement aux dépenses découlant de l'équipement initial d'un ménage et aux frais occasionnés par la naissance d'un enfant. Il ne peut être question pour elle de les assumer entièrement. Chaque citoyen doit conserver l'obligation de se charger lui-même de tels débours et de prendre les dispositions nécessaires, en temps utile, c'est-à-dire lorsqu'il est encore célibataire.

La fédération des syndicats chrétiens du personnel fédéral et des entreprises publiques de transport revendique une allocation de ménage telle que la plupart des cantons en servent à leurs agents mariés. Comme ce nouveau genre d'allocation a pour effet d'améliorer les éléments du salaire social et, partant, revêt une importance essentielle, nous avons examiné de manière approfondie s'il devait être donné suite à cette requête.

D'aucuns estiment que, le mari ayant la charge d'entretenir sa femme et devant subvenir aux dépenses du ménage, l'introduction d'une allocation de ménage se justifierait. D'autres font valoir que les célibataires devraient aussi pouvoir avoir leur ménage. A plusieurs reprises déjà, on nous a demandé d'assimiler entièrement aux agents mariés les célibataires ayant un ménage en propre en ce qui concerne l'indemnité de résidence. On faisait valoir ce qui suit: tout fonctionnaire célibataire est le fondateur présomptif d'un foyer, même s'il est du sexe féminin. Aussi n'est-il pas indiqué de faire une différence dans la rémunération. Elle n'existe généralement pas dans l'économie privée. Etant la même pour toutes les classes de

traitement, l'allocation de ménage tend au nivellement et porte atteinte au salaire-rendement. Une fois instituée, elle serait augmentée. Il sera toujours possible d'invoquer les besoins pour réclamer cette augmentation. Si les traitements devaient être un jour réduits, l'allocation de ménage gagnerait en importance par rapport au salaire-rendement, alors que précisément en temps de crise il convient de stimuler le rendement.

La plupart des associations du personnel se sont prononcées contre la création de l'allocation de ménage. L'union fédérative du personnel des administrations et des entreprises publiques surtout en repousse catégoriquement l'idée. Elle est d'avis que les sommes qu'une telle allocation exigerait devraient être affectées à l'amélioration de l'échelle des traitements. Les associations d'employeurs consultées à ce sujet déconseillent aussi de verser une allocation de ménage, car celle-ci accroît le risque d'une formation du salaire trop fortement influencée par des éléments étrangers au rendement et favorise le nivellement des traitements. Les associations de salariés et d'employeurs attirent l'attention sur la situation dans certains pays étrangers, où l'on voudrait bien revenir à une rémunération tenant moins compte des besoins, mais où l'on ne peut plus faire marche arrière.

Après avoir pesé le pour et le contre, nous avons décidé de ne pas prévoir d'allocation de ménage dans le projet de loi.

VI. AUTRES CONSIDÉRATIONS SUR LA REVISION DE LA LOI

1. Incorporation de l'allocation de renchérissement au traitement

On peut se demander s'il est indiqué d'incorporer déjà maintenant aux traitements légaux tout ou partie de l'allocation de renchérissement fixée par l'Assemblée fédérale. L'allocation peut s'adapter facilement aux variations économiques. Elle n'est pas comprise dans l'assurance du personnel; la compensation du renchérissement n'est pas soumise à cotisation et cependant il en est tenu compte dans la fixation des rentes. Mais pour maintenir le principe qui est à la base de l'assurance du personnel, il est recommandable d'harmoniser autant que possible les traitements assurés avec les traitements effectifs. C'est pourquoi notre projet prévoit l'inclusion dans l'assurance de l'allocation de renchérissement qui était l'année passée de 9 pour cent. L'élévation des gains assurés n'exigerait pas, à l'heure actuelle, de dépenses démesurées. Celles-ci augmenteraient, au contraire, si l'on ajournait cette décision.

Les nouveaux traitements doivent correspondre, au moment de leur fixation, à l'indice du coût de la vie. C'est pourquoi les autorités fédérales

ont été de l'avis qu'il fallait prendre comme base l'indice des prix à la consommation de 178,3 (moyenne juin-juillet 1957). Leurs propositions tenaient donc compte du niveau des prix au moment des négociations qui aboutirent à une entente au sujet de la nouvelle échelle des traitements entre l'administration et la majorité des associations du personnel. Une réglementation sur la base de cet indice aurait été tout à fait juste, car les conventions au sujet des salaires auraient eu comme base le niveau réel du coût de la vie. Cependant les associations du personnel ne partagèrent pas cette manière de voir. Elles demandèrent que l'échelle des traitements corresponde à un niveau inférieur des prix. A leur avis les traitements devaient être consolidés sur la base de l'indice de 177,1 retenu pour fixer l'allocation de renchérissement pour 1957. Le surplus de renchérissement devait être compensé par de nouvelles allocations.

Le Conseil fédéral aurait en effet dû proposer aux chambres des allocations de renchérissement pour les nouveaux traitements sur la base de l'indice de 178,3. Mais la requête des associations du personnel entraîne une compensation du renchérissement plus grande et un accroissement des dépenses qui se chiffre à 7 millions de francs environ pour l'ensemble des administrations et des exploitations de la Confédération.

Il y eut à ce sujet des discussions longues et difficiles avec les représentants du personnel. Après que ceux-ci se furent déclarés d'accord de renoncer à certaines autres exigences qui auraient entraîné des frais importants, nous avons décidé, afin d'obtenir un accord sur toute la ligne, de vous recommander sur ce point particulier la solution des représentants du personnel. Les concessions des organisations du personnel consistent avant tout en ce qu'elles se sont déclarées prêtes à renoncer à l'introduction d'une indemnité pour le service dominical ainsi qu'à toutes les autres demandes dont notre projet ne tenait pas compte et que nous reverrons encore de plus près sous chiffre IX de ce message.

D'entente avec les organisations du personnel, nous vous soumettons une échelle des traitements fondée sur l'indice des prix à la consommation de 177,1.

L'allocation de renchérissement basée sur ce niveau de l'indice — 9 pour cent selon la réglementation valable pour 1957 — est comprise dans les nouveaux traitements. L'arrêté de l'Assemblée fédérale du 20 décembre 1957 a élevé de 3 pour cent l'allocation de renchérissement qui est maintenant de 12 pour cent. Le Conseil fédéral est de l'avis que la différence entre les allocations pour 1957 et celles pour 1958 doit être reportée comme allocation de renchérissement, ce qui nécessitera une adaptation de l'arrêté de l'Assemblée fédérale sus-mentionné.

On aurait pu songer à faire figurer l'indice de 177,1 dans le projet de loi. Nous recommandons d'y renoncer. La première raison en est que l'indice ne joue de rôle que pour la compensation du renchérissement, question

que les chambres fédérales résolvent pour elle-même. La seconde raison est qu'il faut éviter de lier légalement les traitements à un niveau déterminé de l'indice. Le faire équivaldrait à reconnaître l'échelle mobile des traitements. Lorsque l'Etat lui-même admet ce principe, le maintien d'une monnaie saine devient plus difficile. Le législateur doit pouvoir décider absolument librement au moment voulu s'il veut accorder, et dans quelle mesure, une compensation du renchérissement.

2. La question d'une nouvelle augmentation des salaires réels

Toutes les associations du personnel insistent sur une nouvelle augmentation des traitements, qui devrait dépasser la compensation du renchérissement. Il s'agit dès lors de décider si l'on peut aller au-delà de l'augmentation des salaires réels accordée par l'arrêté fédéral du 21 mars 1956.

On fait valoir, surtout contre une telle augmentation, qu'une amélioration du pouvoir d'achat du personnel fédéral n'amènera aucun accroissement de la productivité de l'administration. Il est exact que le rendement dans l'administration proprement dite ne peut plus être amélioré beaucoup par des mesures de rationalisation. On a à peu près atteint les limites des possibilités actuelles. Mais il en est de même en ce qui concerne les travaux de bureau dans l'industrie, le commerce et l'artisanat. Dans les ateliers et exploitations de la Confédération, où il est possible de tirer avantage des conquêtes de la technique, la productivité s'est améliorée dans une mesure aussi importante que dans les entreprises privées.

Il est compréhensible que, devant l'accroissement des dépenses pour le personnel de l'administration fédérale, on se préoccupe du rendement des exploitations au moment où il s'agit de fixer les traitements, car une diminution même faible du trafic menacerait les chemins de fer fédéraux d'un déséquilibre financier. Nous sommes persuadés que cet aspect de la question mérite d'être examiné avec une attention spéciale.

Mais il faut aussi prendre en considération l'évolution économique générale. Vu son fort besoin en personnel, l'administration fédérale dépend aussi des conditions du marché du travail et ne peut, en période de conjoncture favorable, pratiquer en matière de salaires une politique qui lui soit propre.

Le mouvement général de hausse des salaires a été continu depuis la révision de la loi en 1949. Malgré l'augmentation des salaires réels accordée en 1956, le revenu moyen par personne s'est accru, depuis 1950, moins rapidement dans l'administration fédérale que dans l'économie privée. Comme cela ressort des statistiques des salaires dressées par l'office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, le mouvement de hausse des salaires dans l'économie privée se poursuit encore régulièrement. De ce point de vue, une nouvelle amélioration des salaires réels dans le sens d'une adaptation peut se justifier (voir chiffre I, 5 et chiffre II).

Les administrations rencontrent aujourd'hui encore des difficultés dans le recrutement de jeunes agents. Elles sont particulièrement grandes en ce qui concerne les emplois suivants :

- a. Administration centrale: instructeurs militaires, médecins, ingénieurs, autres emplois impliquant une formation universitaire et comportant des exigences accrues, techniciens, dessinateurs, aspirants de douane, gardes-frontière;
- b. Administration des postes, télégraphes et téléphones: commis de poste brevetés, ouvriers spécialistes;
- c. Chemins de fer fédéraux: commis de gare, fonctionnaires pour le service dans les gares aux marchandises.

Les départs volontaires de jeunes agents sont assez fréquents dans ces groupes. En revanche, les fonctionnaires ayant un certain nombre d'années de service restent en général fidèles à l'administration.

Etant donné le manque général de jeune personnel, nous doutons qu'il soit possible d'aplanir les difficultés de recrutement en améliorant les salaires, d'autant plus que les exploitations de la Confédération ne peuvent en général engager que des ressortissants suisses; elles doivent renoncer aux services d'étrangers. Une nouvelle augmentation des traitements ne peut dès lors avoir qu'une seule justification: l'adaptation à l'évolution économique générale.

Lorsque les conseils législatifs décidèrent, en 1956, d'améliorer les traitements dans une mesure supérieure à celle que nous avons proposée, nous avons exprimé des craintes d'ordre économique. Ces craintes sont encore plus fortes aujourd'hui. Mais il fallait prévoir déjà à ce moment que la seconde étape de la révision de la loi occasionnerait de nouvelles dépenses. Comme on ne saurait songer à baisser certains salaires, la nouvelle réglementation doit comporter forcément une amélioration des gains réels sous forme d'un développement des allocations sociales ou d'une augmentation des traitements.

3. Fixation de l'échelle des traitements

Les associations du personnel ont déclaré qu'une rétribution de 6 900, 7 000 et 7 200 francs était un minimum pour la 25^e classe de traitement. Notre projet prévoit 6 900 francs. Ce montant représente le salaire initial pour un fonctionnaire de 20 ans sans formation professionnelle. Il s'accroît jusqu'à 8 100 francs par 5,8 augmentations ordinaires annuelles. Le fonction-

naire de la 25^e classe est promu en 24^e classe au plus tard après 12 ans de service ou lorsqu'il atteint l'âge de 32 ans. Il reçoit le maximum de 8 490 francs deux années après. Mais son avancement peut avoir lieu plus tôt, selon la nature et les exigences de son emploi. Les débutants des professions manuelles sont engagés en 22^e classe. Les associations du personnel ont demandé pour eux un traitement minimum de 7 350 à 7 720 francs. Notre projet propose 7 440 francs. Les bénéficiaires sont les ouvriers professionnels de 20 ans qui ont accompli un apprentissage. Dix ans sont nécessaires pour atteindre le maximum de 9 410 francs. La plupart des ouvriers professionnels ont la possibilité d'être promus en 21^e classe (maximum = 9 930 francs). Le salaire initial versé aux employées de 20 ans qui ont accompli un apprentissage commercial et sont chargées de travaux de chancellerie correspond au minimum de la 23^e classe (7 260 francs). Les commis de bureau de 20 ans ayant aussi une formation commerciale, mais dont les tâches sont plus importantes et variées, reçoivent le minimum de la 20^e classe (7 800 francs). Les débutants ayant plus de 20 ans touchent, selon leur âge et leurs aptitudes, un traitement initial supérieur au minimum de la classe. Ces quelques indications donnent un aperçu général des traitements prévus pour les classes inférieures. Le cas échéant, des indemnités de résidence, des allocations pour enfants et, selon les explications données sous chiffre VI, 1, aussi des allocations de renchérissement, viennent s'y ajouter.

Le tableau qui suit permet de comparer l'échelle des traitements proposée avec les traitements versés en 1950 et 1957. Une comparaison avec les traitements payés en 1958 serait inexacte. Comme le renchérissement qui s'est produit depuis 1957 devra être compensé par des allocations à fixer encore, il convient de ne comparer les montants de la nouvelle échelle qu'avec les traitements versés au moment des délibérations avec les associations du personnel.

Traitements en 1950, 1957 et selon notre projet

Classe de traitement	1950		1957 y compris l'allocation de renchérissement		Nouvelle échelle selon projet					Classe de traitement
					Minimum	Maximum	Marge entre les minimums et les maximums	Augmen- tation ordinaire	Maximum atteint en ... années	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	20 000	24 500	22 955	28 040	24 200	29 000	4800	480	10	1
2	17 900	22 400	20 563	25 637	21 680	26 480	4500	480	10	2
3	15 800	20 300	18 170	23 233	19 170	23 970	4800	480	10	3
4	13 800	18 300	15 892	20 944	16 820	21 620	4800	480	10	4
5	12 400	16 900	14 301	19 343	15 170	19 970	4800	480	10	5
6	11 700	16 200	13 511	18 541	14 330	19 130	4800	480	10	6
7	11 000	15 500	12 720	17 740	13 490	18 290	4800	480	10	7
8	10 300	14 800	11 930	16 939	12 650	17 450	4800	480	10	8
9	9 600	14 100	11 140	16 137	11 840	16 640	4800	480	10	9
10	9 050	13 550	10 522	15 509	11 190	15 990	4800	480	10	10
11	8 500	13 000	9 903	14 879	10 570	15 340	4770	477	10	11
12	7 950	12 450	9 285	14 250	9 950	14 690	4740	474	10	12
13	7 500	12 000	8 780	13 734	9 450	14 160	4710	471	10	13
14	7 200	11 550	8 470	13 220	9 080	13 630	4550	455	10	14
15	6 950	11 100	8 218	12 704	8 790	13 100	4310	431	10	15
16	6 800	10 650	8 070	12 189	8 580	12 570	3990	399	10	16
17	6 650	10 200	7 923	11 674	8 370	12 040	3670	367	10	17
18	6 500	9 750	7 775	11 159	8 180	11 510	3330	333	10	18
19	6 350	9 300	7 628	10 644	7 990	10 980	2990	299	10	19
20	6 200	8 850	7 480	10 129	7 800	10 450	2650	265	10	20
21	6 050	8 400	7 333	9 614	7 620	9 930	2310	231	10	21
22	5 900	7 950	7 185	9 099	7 440	9 410	1970	210	9,4	22
23	5 750	7 550	7 038	8 648	7 260	8 950	1690	210	8,1	23
24	5 600	7 150	6 890	8 228	7 080	8 490	1410	210	6,8	24
25	5 450	6 800	6 743	7 860	6 900	8 100	1200	210	5,8	25

Tout nouveau nivellement devait être évité lors de l'établissement de la nouvelle échelle. Les traitements des classes inférieures ne devaient pas être revalorisés dans une plus forte mesure que ceux des classes supérieures. La réglementation actuelle constitue déjà la limite de ce qui, d'après les expériences des administrations, peut être admis si l'on veut, dans une certaine mesure, maintenir le principe que le salaire doit être fonction des prestations fournies. Le tableau suivant montre dans quelle mesure la valeur réelle des nouveaux montants minimums et maximums,

selon notre projet de loi, augmente par rapport aux traitements en 1950 et 1957.

Valeurs nominale et réelle des traitements prévus dans le projet de loi par rapport à celles des traitements versés en 1950 et 1957⁽¹⁾

Classe de traitement	Traitements de 1950 = 100				Traitements de 1957 = 100		Classe de traitement
	Valeur nominale		Valeur réelle		Valeur nominale et réelle		
	pour le minimum	pour le maximum	pour le minimum	pour le maximum	pour le minimum	pour le maximum	
1	2	3	4	5	6	7	8
1	121,0	118,4	110,3	107,9	105,4	103,4	1
2	121,1	118,2	110,4	107,7	105,4	103,3	2
3	121,3	118,1	110,6	107,6	105,5	103,2	3
4	121,9	118,1	111,1	107,6	105,8	103,2	4
5	122,3	118,2	111,5	107,7	106,1	103,2	5
6	122,5	118,1	111,6	107,6	106,1	103,2	6
7	122,6	118,0	111,7	107,5	106,1	103,1	7
8	122,8	118,0	111,9	107,5	106,0	103,1	8
9	123,3	118,0	111,2	107,5	106,3	103,1	9
10	123,6	118,0	112,7	107,5	106,3	103,1	10
11	124,4	118,0	113,4	107,5	106,7	103,1	11
12	125,2	118,0	114,1	107,5	107,2	103,1	12
13	126,0	118,0	114,8	107,5	107,6	103,1	13
14	126,1	118,0	114,9	107,5	107,2	103,1	14
15	126,5	118,0	115,3	107,5	107,0	103,1	15
16	126,2	118,0	115,0	107,5	106,3	103,1	16
17	125,9	118,0	114,7	107,5	105,6	103,1	17
18	125,6	118,1	114,7	107,6	105,2	103,1	18
19	125,8	118,1	114,7	107,6	104,7	103,2	19
20	125,8	118,1	114,7	107,6	104,3	103,2	20
21	126,0	118,2	114,8	107,7	103,9	103,2	21
22	126,1	118,4	114,9	107,9	103,5	103,4	22
23	126,3	118,5	115,1	108,0	103,2	103,5	23
24	126,4	118,7	115,2	108,2	102,8	103,2	24
25	126,6	119,1	115,4	108,5	102,3	103,1	25

(¹) Bases de calcul:

Les traitements pour 1950 selon l'article 37 de la loi compensent le renchérissement jusqu'à concurrence de 162,5 points de l'indice des prix à la consommation (août 1939 = 100)

Les traitements pour 1957, allocation de renchérissement comprise, compensent le renchérissement jusqu'à concurrence de 177,1 points de l'indice des prix à la consommation. Les traitements selon le projet de loi sont fixés compte tenu de ce niveau de l'indice.

Ce sont les montants minimums qui sont le plus fortement augmentés. Mais il s'est révélé nécessaire d'améliorer les traitements des classes moyennes et supérieures dans une plus large mesure que ceux des classes inférieures, ces derniers ayant déjà été relevés plus amplement que les autres par le législateur en 1956 lors de l'amélioration des gains réels. Quant aux montants maximums, les améliorations proportionnelles sont, à part quelques exceptions, à peu près de même importance sur toute la ligne. Nous avons l'intention de prévoir des modifications plus fortes pour les classes supérieures, mais les principales associations du personnel n'auraient été d'accord que si les montants des classes inférieures avaient été augmentés dans la même mesure. Dans ces conditions, on n'aurait pu améliorer les traitements des fonctionnaires supérieurs — comme cela eût été désirable — qu'en relevant tous les traitements d'une façon démesurée.

L'article 37, 2^e alinéa, de notre projet revêt toutefois en l'occurrence une importance particulière. Il prévoit que les chefs de division, directement subordonnés à un chef de département ou exerçant une fonction de même importance, jouiront dorénavant, sans exception, d'un traitement hors classe, sans cependant avoir automatiquement droit au montant maximum prévu par la loi. Nous fixerons donc, dans les limites déterminées par celle-ci, le traitement maximum pouvant être atteint dans chaque cas. Il existe aujourd'hui déjà deux catégories de fonctions hors classe (*a* et *b*) offrant chacune trois possibilités de classer les titulaires en tenant compte de l'importance de leur fonction et de leurs responsabilités. Nous maintiendrons cette pratique. La nouvelle classification des chefs de division aura, dans certains cas, des répercussions sur le traitement des fonctionnaires supérieurs qui leur sont immédiatement subordonnés.

Selon l'article 37, 3^e alinéa, les traitements prévus pour les fonctions hors classe pourront dorénavant aussi être dépassés de 20 pour cent si cela est indispensable pour s'assurer la collaboration d'une personne très qualifiée ou pour empêcher qu'une telle personne ne quitte le service de la Confédération. Vu les conditions avantageuses d'engagement offertes pour les postes dirigeants par le commerce et l'industrie, nous devons pouvoir occasionnellement recourir à des mesures exceptionnelles si nous ne voulons pas que des personnes particulièrement capables et assumant de grandes responsabilités consentent de trop gros sacrifices financiers en entrant au service de la Confédération.

L'adoption des nouveaux traitements aura des répercussions sur la rémunération de la plupart des personnes au service de la Confédération qui n'ont pas la qualité de fonctionnaires, mais qui sont occupées comme employés ou ouvriers recevant un salaire mensuel, journalier ou horaire. La répartition des agents dans les classes de traitement ressort du tableau suivant:

*Répartition du personnel⁽¹⁾ en 1956 dans les classes de traitement ou de salaire
selon la nature des rapports de service*

Personnel rangé dans les classes de traitement ou de salaire				Effectif global	
Fonctionnaires et employés		Ouvriers		Nombre	en %
Classe	Nombre	Classe	Nombre		
1	2	3	4	5	6
Hors classe	49			49	1
1	66			66	1
2	111			111	1
3	475			475	6
4	683			683	8
5	969			969	12
6	202			202	2
7	710			710	9
8	1 045			1 045	13
9	1 192			1 192	15
10	1 028			1 028	13
11	1 656			1 656	20
12	3 159			3 159	39
13	1 526			1 526	19
14	1 522			1 522	19
15	3 276			3 276	40
16	2 620			2 620	32
17	3 872			3 872	48
18	2 897			2 897	36
19	5 566			5 566	68
20	5 643	1	666	6 309	78
21	5 446	2	1 192	6 638	82
22	9 060	3	2 944	12 004	148
23	8 813	4	1 357	10 170	125
24	5 730	5	1 968	7 698	95
25	3 155	6	2 539	5 694	70
				81 137	1000
		7	65	65	
		8	242	242	
		9	117	117	
		sans classe	940	940	
Total	70 471	Total	12 030	82 501	
<i>Personnel non rangé dans les classes :</i>					
Aides du degré inférieur (demoiselles)				888	
Apprentis				2 170	
Recrues-gardes-frontière				126	
Aspirants				1 199	
Candidats-fonctionnaires subalternes (poste)				355	
Aides-facteurs				156	
Buralistes et dépositaires postaux				3 228	
Gardes-barrières				566	
Personnel des sanatoriums militaires				165	
Autre personnel				415	
				91 769	

(1) Selon l'enquête faite en 1956; sans le personnel auxiliaire des PTT et des CFF.

4. Les indemnités de résidence

Au cours de la session de mars 1956, le Conseil national accepta deux postulats concernant la réglementation des indemnités de résidence: l'un (n° 6826) visait l'augmentation des indemnités versées aux agents dans les grandes villes; l'autre (n° 6931) nous invitait à examiner si l'écart entre les montants arrêtés pour les différentes zones ne devait pas être atténué d'une manière générale et s'il ne fallait pas fixer les indemnités d'après le lieu de travail de façon à tenir compte de la situation des fonctionnaires demeurant dans des colonies d'habitation. Le gouvernement du canton de Bâle-Ville aussi nous demanda de modifier notre manière de déterminer les indemnités de résidence. Vu ces requêtes, le département des finances et des douanes a, en été 1956, institué une commission d'experts pour examiner ce problème. Cette commission nous a soumis entre temps ses recommandations. Elle est d'avis que le système actuel du classement des localités doit être maintenu et que le coût de la vie doit continuer à servir de base pour fixer les indemnités de résidence. Il serait certainement difficile de trouver d'autres critères de différenciation pour motiver et calculer équitablement ces indemnités. En revanche, il serait désirable de définir clairement dans la loi la notion du «coût de la vie» et de préciser que le niveau local des prix et les charges fiscales doivent être déterminants. Cette proposition est tout à fait pertinente, lors même qu'elle ne modifie pas foncièrement le calcul de l'indemnité. Les avis sont très partagés en ce qui concerne la notion du coût de la vie, d'aucuns songeant plus spécialement aux articles de consommation courante, d'autres à l'ampleur de leurs besoins personnels ou aux besoins réels, qui varient naturellement d'une région à l'autre comme aussi d'un individu à l'autre selon les us et coutumes. L'équivoque attachée à la notion du coût de la vie engendre toujours des divergences d'opinion sur le but des indemnités de résidence et incite à demander au Conseil fédéral de mieux prendre en considération les besoins locaux. La commission estime qu'il est possible et opportun de tenir partiellement compte des besoins particuliers, mais uniquement lorsqu'il s'agit des indemnités pour les localités en altitude. Ainsi, il importe de prendre en considération l'accroissement des besoins en denrées alimentaires, en vêtements et en combustible dans les localités situées à plus de 1200 mètres. On devrait aussi pouvoir accorder un supplément pour le combustible dans les localités sises au-dessous de cette altitude si des conditions climatiques spéciales le justifient. Nous avons prévu ces suppléments dans notre projet. Le rapport des experts contient en outre une série de recommandations concernant la méthode et la technique des enquêtes relatives à la classification des localités; elles pourront être fort utiles lors de l'exécution de la loi.

La commission d'experts a en outre examiné s'il ne convenait pas d'abandonner le principe du lieu de domicile pour adopter celui du lieu

de service. En accordant l'indemnité de résidence d'après le lieu de service, on pourrait encourager l'établissement des agents dans des agglomérations autres que les villes. Les intéressés n'auraient ainsi plus à se contenter de l'indemnité de résidence du lieu de domicile, qui est généralement plus faible. La commission est d'avis que dès l'instant où des conditions locales sont prises en considération pour fixer la rémunération, il est inévitable de s'en tenir au principe du lieu de domicile. Les dépenses pour le logement et l'entretien sont faites essentiellement au lieu de domicile et sont ainsi déterminées par les conditions locales. L'importance de celles pour les impôts est fonction des taux appliqués au lieu de domicile. En se fondant sur le lieu de service, il serait difficile de sauvegarder l'égalité de traitement dans des conditions semblables. Il en résulterait, dans les revenus des fonctionnaires ayant le même lieu de domicile mais un autre lieu de service, des différences qu'il serait difficile de justifier objectivement. Aussi longtemps que le coût de la vie sert de mesure, faute d'autres critères, il convient de fixer l'indemnité de résidence d'après l'endroit où le fonctionnaire dépense la plus grande partie de son gain.

Finalement, nous avons encore été invités à augmenter les indemnités de résidence de 10 pour cent en général. Cette requête est, à n'en pas douter, inopportune. Certes, les différences du coût de la vie entre la ville et la campagne se sont amenuisées, mais l'écart actuel de 800 francs suffit à compenser les différences constatables statistiquement. Ainsi que les experts nous le confirment, il n'est pas certain que ces différences soient plus grandes si les enquêtes statistiques s'étendaient aux prix d'un plus grand nombre de biens de consommation.

5. La jouissance du traitement

Les survivants d'un fonctionnaire reçoivent, outre les prestations éventuelles de la caisse d'assurance du personnel, en tout cas le traitement d'un mois à compter du jour du décès. Notre projet de loi étend cette jouissance du traitement à deux mois. C'est à l'avantage de la famille privée prématurément de son soutien.

Lorsque le besoin s'en fait impérieusement sentir, il est possible d'accorder au fonctionnaire la jouissance du traitement jusqu'à une année s'il doit abandonner son service prématurément pour cause d'invalidité. Une prestation de même importance peut aussi être servie aux survivants si le défunt a contribué dans une mesure notable à leur entretien. Cette prestation et les versements de l'assurance-vieillesse et survivants et de la caisse d'assurance du personnel ne doivent toutefois pas excéder le traitement annuel touché en dernier lieu par le fonctionnaire. La proposition d'une association tendant à ce qu'il ne soit pas tenu compte des prestations de l'assurance-vieillesse et survivants et de celles de la caisse

d'assurance n'a pas été prise en considération. Autrefois, la jouissance du traitement constituait la seule mesure d'assistance de l'employeur en faveur de son personnel après la cessation des rapports de service. Cette prévoyance étant maintenant assumée par les assurances du personnel et les assurances sociales, il n'y a plus aucune raison d'imposer à l'employeur d'autres obligations en matière de jouissance du traitement.

6. Gratification pour ancienneté de service

Diverses associations demandent que la gratification pour ancienneté de service soit accordée après des périodes d'activité moins longues. Notre projet maintient la réglementation actuelle, selon laquelle la gratification est versée après vingt-cinq et quarante ans de service, à titre de don et non pas comme participation complémentaire au rendement du travail. Pour éviter toute rigueur, notamment lorsqu'un agent n'a plus qu'une période de cinq ans au plus à accomplir, nous prévoyons cependant de lui verser une partie d'un salaire mensuel.

VII. LES RÉPERCUSSIONS SUR L'ASSURANCE DU PERSONNEL

1. Procédé

Si l'on incorpore aux traitements de base une partie de l'allocation de rattachement versée jusqu'ici, il devient nécessaire d'établir des dispositions transitoires relatives aux statuts des deux caisses d'assurance. Sont compétents pour ce faire le Conseil fédéral en ce qui concerne la caisse fédérale d'assurance et le conseil d'administration pour la caisse de pensions et de secours des chemins de fer fédéraux. En vertu du 5^e alinéa de l'article 48 de la loi sur le statut des fonctionnaires, les décisions de ces deux autorités sont soumises à l'approbation des chambres.

A titre de simplification, nous avons inséré dans le projet de loi ci-inclus (titre quatrième, chapitre II, adaptation de l'assurance du personnel) les dispositions transitoires concernant la modification des deux statuts. Le Conseil fédéral et le conseil d'administration des chemins de fer fédéraux pourront ainsi, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, prendre les arrêtés nécessaires relatifs à l'adaptation des statuts des deux caisses sans devoir requérir encore après coup l'approbation des chambres. Cette façon de procéder permet de faire en sorte que les conseils législatifs, au moment de leurs délibérations sur les nouveaux traitements, soient renseignés sur les répercussions de ces traitements sur l'assurance du personnel. Elle ne se prête toutefois pas pour d'autres modifications éventuelles parce que celles-ci devraient être soumises à l'approbation de l'Assemblée fédérale conformément à l'article 48, 5^e alinéa, de la loi sur le statut des fonctionnaires.

2. Personnel en activité

Selon l'article 14, 1^{er} alinéa, des statuts des caisses, sont considérés comme gains assurés, les revenus, réduits de 1400 francs, indiqués au premier alinéa de l'article 37 de la loi sur le statut des fonctionnaires. Les indemnités de résidence, les allocations pour enfants et les allocations de renchérissement ne sont pas prises en considération pour l'assurance. Ce rapport entre le traitement légal et le gain assuré devra être maintenu après la révision. Toute autre réglementation soulèverait des difficultés dans un sens ou dans un autre. Ou bien l'on diminuerait l'écart entre le traitement et le gain assuré (ce qui répondrait à un vœu déjà ancien des associations du personnel) mais, par suite de l'amélioration des prestations, on accroîtrait considérablement le découvert des deux caisses et occasionnerait ainsi une augmentation des versements de la Confédération et des chemins de fer fédéraux pour le paiement des intérêts de ce découvert; ou alors l'écart serait accru et l'on pourrait par exemple, comme en 1953, majorer le montant à déduire dans la mesure où les allocations de renchérissement sont incorporées aux traitements, c'est-à-dire le porter de 1400 à 1526 francs. Par rapport à la réglementation actuelle, les droits du personnel à la pension ne seraient pas amoindris. Vu les conséquences qui en résulteraient pour les traitements inférieurs, nous préférons cependant y renoncer. Nous tenons néanmoins à relever que, sous le nouveau régime, les gains assurés seront relativement plus près des traitements de base.

Il est prévu d'effectuer en deux étapes le passage des anciens gains assurés aux nouveaux, car l'augmentation des traitements de base est, en partie, une conséquence de l'incorporation de l'allocation de renchérissement de 9 pour cent et, en partie, causée par l'amélioration de l'échelle des traitements. Au cours de la première étape, les gains assurés seront augmentés de 9 pour cent. Ainsi, les droits à la pension ne subissent pas de modification car, avant l'augmentation, les prestations des caisses ont été calculées sur la base de l'ancien gain, puis complétées par l'allocation de renchérissement de 9 pour cent. Le rentier reçoit donc le même montant qu'auparavant. La seule conséquence de cette incorporation est un accroissement de 9 pour cent des contributions périodiques du personnel aux caisses. Les contributions périodiques de la Confédération et des chemins de fer fédéraux augmentent, il est vrai, dans la même proportion. Mais leurs dépenses pour l'allocation de renchérissement aux bénéficiaires de rentes diminuent. Les prestations de l'assurance du personnel ne seront pas augmentées par suite de cette incorporation. De ce fait, nous estimons que, pour cette première étape, on peut renoncer à prélever sur l'augmentation de 9 pour cent du gain assuré la contribution unique prévue aux articles 15, 2^e alinéa, et 16, 2^e alinéa, des statuts des caisses (art. 70, 1^{er} al., du projet de loi). Une partie du surcroît de charge de la réserve mathématique est couverte par le fonds de stabilisation constitué à cet effet en

1956 par le personnel et les employeurs. L'autre partie, qui est la plus forte, est supportée par les deux caisses, comme ce fut le cas en 1949 et en 1953. En admettant que les traitements soient révisés avec effet au 1^{er} janvier 1959, le surcroît de charge de la réserve mathématique, découlant de l'incorporation dans le gain assuré de l'allocation de renchérissement de 9 pour cent, se répartit comme il suit :

	CFA	CPS	Total
	en millions de francs		
Surcroît de charge de la réserve mathématique.	72	54	126
Fonds de stabilisation	12	9	21
Augmentation du découvert	60	45	105

Par suite de cette augmentation, les dépenses de la Confédération et des chemins de fer fédéraux pour le service des intérêts du découvert s'accroissent momentanément. La dépense supplémentaire s'élève, pour la première année, à 2,4 millions de francs pour la caisse fédérale d'assurance et à 1,8 millions pour la caisse de pensions et de secours des chemins de fer fédéraux; comme les deux caisses accusent des excédents de recettes, cette charge diminuera d'année en année et devrait disparaître dans quatre ans environ.

Après l'incorporation de l'allocation de renchérissement partielle aux gains assurés, ceux-ci devront, dans une seconde étape, être mis en harmonie avec les traitements selon la loi modifiée. Pour cette augmentation des traitements, qui entraîne une amélioration des droits à la pension, les contributions uniques prescrites à l'article 15, 2^e alinéa, et à l'article 16, 2^e alinéa, des statuts des caisses devront être versées. Elles se répartissent comme il suit entre les assurés et les employeurs.

	CFA	CPS	Total
	en millions de francs		
Assurés	10	7	17
Confédération et chemins de fer fédéraux . . .	27	20	47
Total	37	27	64

Les contributions uniques de la Confédération et des chemins de fer fédéraux constituent des dépenses supplémentaires découlant directement de l'amélioration de l'échelle des traitements.

L'exemple que nous donnons ci-après montre comment s'effectue le passage des anciens gains assurés aux nouveaux :

Exemple : Maximum de la 20^e classe de traitement

	<i>avant</i>	<i>après</i>
	la révision	
	Fr.	Fr.
Revenus d'après l'article 37, 1 ^{er} alinéa, de la loi sur le statut des fonctionnaires	9293	10 450
Retenue selon l'article 14, 1 ^{er} alinéa, des statuts	1400	1400
Gain assuré	<u>7893</u>	<u>9050</u>

Première étape : L'ancien gain assuré de 7893 francs est augmenté de 9 pour cent, soit de 710 francs, ce qui fait 8603 francs.

Deuxième étape : Le gain assuré est porté de 8603 francs à 9050 francs, soit augmenté de 447 francs. Sur ce montant sont perçues, conformément aux statuts, les contributions uniques pour augmentation du gain assuré.

En outre, les chiffres indiqués dans les statuts des caisses doivent être adaptés (art. 70, 2^e al., du projet de loi). L'article 14, 2^e alinéa, limite le gain assuré à 25 000 francs. Pour que les fonctionnaires dirigeants reçoivent, après l'incorporation de l'allocation de renchérissement à l'assurance, les mêmes pensions que les agents mis à la retraite avant 1958, il y a lieu d'ajouter 9 pour cent à ces 25 000 francs. La nouvelle limite du gain annuel assuré qu'on obtient, arrondie au millier, est de 28 000 francs. L'article 25, 1^{er} alinéa, des statuts des caisses a pour objet la diminution de la rente d'invalidité pour les bénéficiaires qui exercent une activité lucrative. Il contient deux chiffres : 8000 francs est la limite pouvant être atteinte par le total de la rente et du produit du travail sans que la rente doive être réduite. Comme cette limite n'a pas été rectifiée lors de l'incorporation de l'allocation de renchérissement de 10 pour cent effectuée en 1953, nous prévoyons de la porter à 10 000 francs. L'autre limite mentionnée à l'article 25, 1^{er} alinéa, est 1800 francs. Les bénéficiaires de rentes qui retirent de leur travail un gain supérieur à 1800 francs par an doivent le déclarer à l'administration de la caisse. Cette limite devrait être portée à 3000 francs car il ne nous paraît guère équitable de réduire la rente des bénéficiaires dont le gain accessoire n'atteint pas 3000 francs. En élevant ladite limite à ce chiffre, on épargnerait un travail inutile aussi bien aux bénéficiaires de rentes qu'à l'administration.

3. Bénéficiaires de rentes

En raison de la suppression de l'ancienne allocation de renchérissement, il y a lieu de régler à nouveau les prestations des deux caisses d'assurance aux bénéficiaires de rentes. Jusqu'ici, les rentes ont été complétées par des allocations de renchérissement qui étaient supportées par la Confédération

et les chemins de fer fédéraux. Pour les bénéficiaires de rentes comme pour le personnel en activité, nous nous fondons sur les conditions de l'année 1957. A cette époque, les rentiers ont reçu une allocation de renchérissement de 9 pour cent de la prestation de la caisse. Les montants minimums garantis furent de 360 francs par an pour la rente d'invalidé, 228 francs pour la rente de veuve et 56 francs pour la rente d'orphelin. A l'article 70, 4^e alinéa, du projet de loi, nous proposons d'incorporer l'allocation de renchérissement de 1957 aux prestations statutaires des deux caisses d'assurance et d'obliger la Confédération et les chemins de fer fédéraux à bonifier aux caisses les dépenses qui en résultent. Celles-ci se montent à 55 millions de francs pour la caisse fédérale d'assurance et 70 millions de francs pour la caisse de pensions et de secours des chemins de fer. Pour amortir ces sommes, la Confédération et les chemins de fer fédéraux verseront des contributions annuelles égales à l'allocation de renchérissement supprimée. Il s'agit de 6,2 millions pour la caisse fédérale d'assurance et de 8 millions pour la caisse de pensions et de secours des chemins de fer. L'obligation de la Confédération et des chemins de fer fédéraux s'éteindra donc dans 10 ans environ. En lieu et place des contributions annuelles diminuant progressivement, mais s'étendant sur des décennies, la Confédération et les chemins de fer fédéraux auront ainsi à payer aux deux caisses des sommes fixes chaque année, mais dont le versement est limité dans le temps. Pour 1958, l'allocation de renchérissement de 12 pour cent étant payée aussi bien au personnel en activité qu'aux bénéficiaires de rentes, une nouvelle allocation de renchérissement sera accordée à ces derniers pour la différence entre 9 et 12 pour cent de la prestation de la caisse. Cette allocation de renchérissement sera de nouveau égale à celle du personnel en activité.

VIII. LES RÉPERCUSSIONS FINANCIÈRES SELON LE PROJET DE LOI

Les modifications que nous proposons entraînent pour l'ensemble de l'administration fédérale des dépenses supplémentaires de l'ordre de 48,6 millions de francs. Sur cette somme, 3,2 millions de francs concernent des prestations indirectes au personnel sous forme de contributions périodiques améliorées de l'employeur aux caisses d'assurance et à l'assurance-vieillesse et survivants. Les prestations directes de 45,4 millions de francs représentent 4 pour cent environ des dépenses pour traitements, salaires et allocations.

Les frais supplémentaires se répartissent comme il suit :

1. *Echelle des traitements*

en millions
de francs

Amélioration des montants des traitements et réduction à
10 ans du temps nécessaire pour atteindre le maximum . 37,9

	en millions de francs
2. <i>Allocation pour enfants</i>	
Augmentation de 300 (240 + 60) à 360 francs	5,4
3. <i>Allocation de mariage</i>	
Augmentation de 500 à 800 francs	0,7
4. <i>Allocation pour nouveau-né</i>	
Augmentation de 100 à 200 francs	0,6
5. <i>Jouissance du traitement</i>	
Extension à deux mois de la jouissance ordinaire du traite- ment	0,3
6. <i>Gratification pour ancienneté de service</i>	
Octroi d'une gratification réduite pour ancienneté de service lorsqu'il manque moins de 5 ans pour atteindre les 25 ans, respectivement 40 ans d'activité	0,5
7. <i>Contributions périodiques de l'employeur aux caisses d'assurance du personnel</i>	
Assurance du personnel, assurance-vieillesse et survivants, assurance contre les accidents	3,2
Total	48,6

	en millions de francs
Les dépenses supplémentaires sont supportées par l'administration centrale (compte d'Etat)	10,7
les établissements en régie de l'administration centrale (ateliers militaires et régie des alcools)	2,4
l'administration des postes, télégraphes et téléphones	16,5
l'administration des chemins de fer fédéraux	19,0
Total	48,6

Aux dépenses supplémentaires périodiques s'ajoutent les dépenses uniques nécessitées par l'augmentation de la réserve mathématique des caisses d'assurance du personnel. Elles se montent à 47 millions de francs au total. Nous renvoyons à nos explications qui précèdent.

IX. REMARQUES SUR CERTAINES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI; L'AVIS DE LA COMMISSION PARITAIRE POUR LES QUESTIONS DE PERSONNEL

Le département des finances et des douanes a soumis le projet de loi à la commission paritaire chargée des questions de personnel. La commission, qui a voix consultative et a été instituée par le législateur pour

permettre au personnel de donner son avis, a fait ses recommandations au sujet du projet. Nous ne pouvons les suivre entièrement. Nous nous permettons encore d'attirer votre attention sur le contenu de certaines dispositions, de même que sur les divergences apparues au cours des travaux préparatoires.

Article 26, 3^e alinéa (nouveau). Aux termes de l'article 59, 1^{er} alinéa, du code pénal, les dons et autres avantages qui ont servi ou qui devaient servir à décider ou à récompenser l'auteur d'une infraction sont acquis à l'Etat. En revanche, l'article 26 de la loi sur le statut des fonctionnaires ne prévoit pas la perte pour le fonctionnaire des dons et autres avantages qu'il aurait sollicités, acceptés ou se serait fait promettre en violation de cette disposition. C'est pourquoi ils ne peuvent lui être retirés que si les conditions prévues à l'article 59, 1^{er} alinéa, du code pénal sont remplies. Dans tous les autres cas, bien que le fonctionnaire puisse faire l'objet d'une mesure disciplinaire, il conserve les avantages reçus illégalement. Une telle réglementation n'est pas satisfaisante. Si le fonctionnaire commet une infraction à l'article 26 de la loi sur le statut, il ne faut pas le laisser au bénéfice des avantages indûment obtenus. Le 3^e alinéa, qui est nouveau, a pour but de combler cette lacune. La commission paritaire s'est prononcée en faveur de cette adjonction.

Article 37, 2^e alinéa. Cette prescription remplace l'article 38, 3^e alinéa, de la loi, lequel prévoit que les chefs de division qui «doivent satisfaire à des exigences exceptionnelles» doivent être rémunérés dans les limites de la catégorie hors classe *b*. Font partie de la catégorie hors classe *a*, les directeurs généraux ainsi que les «directeurs et chefs de division de l'administration générale de la Confédération qui, en raison des exigences de leur fonction et de leurs aptitudes personnelles», doivent recevoir un traitement supérieur à celui de la catégorie *b*. Ces critères ne sont pas clairs. Le traitement de la 1^{re} classe, qui, en règle générale, devrait être versé aux chefs de division, se révèle insuffisant dans de nombreux cas pour les hautes fonctions entrant en ligne de compte. En conséquence, des conditions spéciales doivent être accordées lors de la nomination. Notre projet prévoit donc de ranger à l'avenir les chefs de division dans la catégorie hors classe *b* et même dans la catégorie *a* lorsque les exigences attachées à leurs fonctions sont particulièrement grandes. On considérera pour ce faire les exigences auxquelles doivent satisfaire les chefs de division directement subordonnés aux chefs de département de l'administration centrale. Elles sont d'ordinaire si grandes qu'une rémunération hors classe se justifie.

Nous rappelons encore les explications données sous chiffre VI, 3.

4^e et 5^e alinéas. Nous renvoyons à nos explications sous chiffre VI, 4.

6^e alinéa. L'adjonction crée la base légale du versement du supplément à l'indemnité de résidence. Ce supplément permet de compenser partielle-

ment la différence entre l'indemnité de résidence fixée d'après le lieu de domicile et celle, supérieure, déterminée selon le lieu de service. Rappelons que des suppléments à l'indemnité de résidence sont déjà servis depuis 1928 en vertu de prescriptions d'exécution du Conseil fédéral. Ils incitent le personnel à élire domicile dans des localités rurales où le coût de la vie n'est pas élevé.

7^e alinéa. Selon les propositions des associations du personnel, les célibataires ayant un ménage en propre devraient recevoir la même indemnité de résidence que les agents mariés. Si l'on donnait suite à ce vœu, la fixation de l'indemnité d'après l'état civil n'aurait plus sa raison d'être. La commission paritaire recommande d'assimiler le célibataire à l'agent marié pour le moins dans les cas où il fait ménage commun avec des parents qu'il entretient «dans une large mesure». Les femmes mariées qui assument «la plus grande partie» des frais du ménage devraient, selon la commission, aussi bénéficier de l'indemnité de résidence prévue pour les agents mariés. Nous ne pensons pas qu'une telle réglementation se justifie. Les obligations d'entretien dans ces cas sont généralement moins étendues que celles des agents mariés. De plus, il est difficile d'en déterminer l'ampleur de façon précise. Il y aurait une immixtion plus ou moins prononcée dans les affaires privées du fonctionnaire. La faible différence entre les indemnités de résidence pour les agents mariés et pour célibataires, qui va de 25 francs dans la 1^{re} zone à 200 francs dans la 8^e zone, ne justifie certainement pas une telle immixtion ni les travaux qui en résulteraient pour l'administration. L'état civil assure une délimitation nette du droit et tient mieux compte des charges de famille.

8^e alinéa. Cette disposition nous donne la faculté de définir le droit à l'indemnité de résidence dans des cas spéciaux et de régler le procédé du classement des localités.

Article 39. L'âge y est reconnu élément déterminant pour la fixation du traitement initial. Cela ne fait que consacrer une ancienne pratique.

Selon une recommandation de la commission paritaire, le traitement initial devrait être fixé d'après l'état civil du fonctionnaire, donc être plus élevé pour l'agent marié. Cette proposition a un rapport avec la réglementation prévue à l'article 43. A notre avis, elle ne peut être retenue. Nous renvoyons à nos remarques concernant l'article 43, 1^{er} alinéa.

Article 40, 2^e alinéa. Le temps nécessaire pour passer du minimum au maximum d'une classe de traitement est réduit de 11 à 10 ans. Le montant minimum de l'augmentation ordinaire est porté de 196 francs actuellement (y compris l'allocation de renchérissement de 9%) à 210 francs. Ce montant minimum garanti entraîne un passage encore plus rapide du minimum au maximum pour les classes 25 à 22, où 5,8 à 9,4 augmentations ordinaires de traitement suffisent.

3^e *alinéa*. Il s'agit d'une modification d'ordre technique n'ayant aucune conséquence financière.

Article 41, 2^e alinéa. La modification se fonde sur une recommandation de la commission paritaire. Le fonctionnaire bénéficiant d'un avancement doit pouvoir atteindre le maximum de sa classe au plus tard après quinze années de service en qualité de fonctionnaire (jusqu'ici vingt années) et cinq ans dans sa nouvelle fonction. Cette disposition n'a qu'une faible portée financière.

Article 43, 1^{er} alinéa. A l'encontre de notre intention, la commission paritaire recommande de maintenir à 500 francs l'allocation de mariage, mais de la servir aussi aux fonctionnaires du sexe féminin qui restent au moins une année au service de la Confédération après leur mariage. La commission propose en outre d'insérer dans notre projet de loi un nouvel alinéa *1 bis* selon lequel une « augmentation ordinaire de traitement » serait accordée à l'occasion de leur premier mariage aux fonctionnaires du sexe masculin n'ayant pas encore atteint le maximum de leur classe. Cette suggestion est liée à la proposition selon laquelle le salaire initial de l'agent marié devrait être supérieur à celui du célibataire, proposition que nous avons mentionnée dans nos commentaires de l'article 39 et rejetée.

Nous estimons qu'une allocation unique de 800 francs se justifie vu l'importance des frais d'établissement en cas de mariage. En revanche, il nous est impossible de nous rallier à l'avis de la commission concernant le droit à l'allocation pour les femmes restant au service de la Confédération. En y donnant suite, on favoriserait les ménages où les deux époux exercent une activité lucrative. Or l'article 55 de la loi considère le mariage d'un fonctionnaire du sexe féminin comme juste motif pour résilier les rapports de service. Le principe de l'égalité de la rémunération du travail de l'homme et de la femme ne saurait justifier la solution préconisée; en effet, l'allocation ne serait accordée qu'à un très petit nombre de femmes ayant moins besoin de cette prestation sociale de l'employeur, tandis que la majorité d'entre elles ne la recevraient pas vu qu'elles quittent le service de la Confédération en se mariant.

La recommandation d'octroyer aux fonctionnaires du sexe masculin une « augmentation ordinaire de traitement » en cas de mariage a été acceptée par la commission paritaire grâce au vote favorable de son président. Si nous la prenions en considération dans la loi, elle aurait pour effet de réduire encore d'un an pour presque tous les agents mariés la durée du passage du minimum au maximum de la classe de traitement. Les traitements de base engloberaient dorénavant des prestations sociales. Ce n'était pas le cas jusqu'ici; pour sauvegarder une méthode précise, cette innovation doit être repoussée. La proposition repose aussi sur l'hypothèse que les traitements prévus à l'article 37, 1^{er} alinéa, du projet de loi, sont insuffisants pour les agents mariés. Cela n'est toutefois plus le cas, les

traitements initiaux inférieurs ayant déjà été relevés en 1956 et notre projet prévoyant de les améliorer encore une fois. Le coût de cette innovation s'élèverait à 1,8 millions de francs environ. Les réserves que nous avons formulées au sujet de l'introduction d'une allocation de ménage valent aussi à l'égard de cette proposition. Nous ne l'avons donc pas retenue.

Article 44, 1^{er} alinéa. Les associations qui représentent le personnel des entreprises de transport et de communications nous ont demandé de faire de cet article la base légale permettant de verser dorénavant une indemnité pour le travail accompli le dimanche. Elles font valoir que l'obligation de travailler le dimanche et les jours fériés généraux comporte certains inconvénients pour la vie de famille et de société. Le plus important est le fait de ne pas pouvoir passer le dimanche avec les siens. Il est impossible d'assister au culte et à certaines manifestations. Les associations attribuent partiellement au travail qui doit être souvent accompli le dimanche les difficultés que rencontre le recrutement du personnel des entreprises de transport et de communications. Les jeunes agents n'aiment en général guère travailler le dimanche.

Cette requête soulève une importante question de principe et a une portée financière que l'on ne saurait sous-estimer. Son acceptation pourrait engendrer une augmentation générale du coût de la vie et, le cas échéant, une réduction du service du dimanche. Or, une grande partie des transports effectués par les chemins de fer fédéraux, notamment ceux des voyageurs, ont lieu le dimanche. C'est moins le cas dans l'administration des postes. Mais le service des télégrammes et téléphones fonctionne aussi en fin de semaine. Dans l'administration des douanes, un septième environ du travail est accompli le dimanche et les jours fériés généraux.

Si l'on examine la situation sous tous ses aspects, on ne peut s'empêcher de relever que le travail dominical et les services irréguliers ont été pris en considération lors de l'estimation des fonctions qui a déterminé leur classement. Notons en outre que le service du dimanche n'a pas que des inconvénients. Beaucoup d'agents sont contents de bénéficier quelquefois de congés pendant la semaine en compensation du travail accompli le dimanche.

Il n'est pas coutume, dans le commerce, l'industrie et l'artisanat, de verser des indemnités spéciales pour le travail qui est effectué couramment le dimanche. Des suppléments de salaire ne sont accordés que si l'employé ou l'ouvrier est exceptionnellement appelé à travailler le dimanche et si cette occupation n'est pas considérée comme régulière dans le contrat d'engagement. Dans les cantons et les villes, la question est en général réglée de la même manière pour le personnel des entreprises de transport et des services industriels.

Les entreprises de transport et de communications, ainsi que l'administration des douanes, ont pu éviter jusqu'à présent de verser l'indemnité sollicitée. Le fait que leur personnel sait qu'il doit toujours travailler le

dimanche a été pris en considération lors de la fixation des traitements. La révision de la classification des fonctions effectuée en 1954 a amélioré le classement de catégories entières du personnel des entreprises de transport et de communications, vu précisément le service qu'elles sont obligées d'accomplir à toute heure du jour et de la nuit, ainsi que le dimanche.

Au sein de la commission paritaire chargée des questions de personnel, l'avis des représentants de l'administration divergea de celui des représentants du personnel. Avec la voix prépondérante du président, la commission recommande de compléter l'article 44, 1^{er} alinéa, selon le désir du personnel.

L'introduction d'une indemnité pour service du dimanche équivaldrait à estimer ce service au-dessus de ce qui se fait actuellement et à favoriser, en matière de rémunération du travail, des groupes de personnel par rapport à d'autres. Mais, comme nous l'avons exposé, il a été tenu compte aussi bien du service du dimanche que d'autres exigences lors du classement des fonctions. L'augmentation générale des traitements proposée par la nouvelle échelle prévue à l'article 37, 1^{er} alinéa, du projet de loi, accroît aussi la rétribution des fonctionnaires devant travailler le dimanche. A notre avis, il n'y a pas de raison impérieuse pour faire davantage dans ce domaine et introduire une nouvelle allocation, c'est-à-dire pour reviser la manière dont le service du dimanche a été rémunéré jusqu'ici.

Article 45, 6^e alinéa (nouveau). La dernière phrase du 5^e alinéa de cet article prévoit que le traitement pourra être réduit d'un montant correspondant à tout ou partie des prestations de l'assurance militaire ou de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents seulement dans le cas particulier où un fonctionnaire devenu infirme peut jouir de son ancien traitement pendant deux ans encore à compter du début de son infirmité. Vu cette disposition, les prestations dont il s'agit sont, depuis longtemps déjà, retenues sur le salaire aussi lorsque la capacité de travail du fonctionnaire est encore entière en dépit de son infirmité, que ce soit dans son ancien emploi ou dans une fonction de même importance. Toutefois, les services administratifs s'efforcent de tenir autant que possible compte des circonstances. On renonce ainsi à faire une retenue, en tout ou partie, lorsqu'un fonctionnaire est, par suite des lésions corporelles subies, limité dans ses mouvements ou qu'il supporte des dépenses pour soins médicaux (médecin, pharmacien ou orthopédiste). Ce n'est pas par esprit d'économie que cette retenue est faite. Il s'agit plutôt d'empêcher que les accidents, de même que les maladies contractées au service militaire ne puissent donner lieu à des gains par suite du cumul du traitement et d'une rente. De tels gains sont possibles car, en dérogation à l'article 46 du code des obligations, les prestations de l'assurance militaire et de la caisse nationale sont fixées d'une manière abstraite, c'est-à-dire sans qu'il soit tenu compte du degré réel de la capacité de gain de l'intéressé. Il arrive assez souvent que la victime reçoive et les prestations des deux caisses d'assurance et son salaire du fait que l'administration, lors-

qu'elle a des places à repourvoir, prend les victimes d'accident ou de maladie en considération dans une plus forte mesure que l'industrie privée.

Pour les raisons que nous venons d'exposer, nous estimons qu'une retenue se justifie en principe. Elle permet en outre de renoncer dans certains cas à prendre des mesures plus radicales, même si de telles mesures s'imposent en dépit du fait que l'invalidé n'a plus qu'une capacité réduite de travail ou ne peut être employé que partiellement. Néanmoins, il y a des cas où une retenue entière ou partielle ne se justifierait pas, notamment lorsque l'atteinte à l'intégrité corporelle ne compromet en aucune manière la capacité professionnelle.

Jusqu'ici, l'administration se fondait, pour faire des retenues, sur l'article 45, 5^e alinéa, interprété extensivement. Le 6^e alinéa que nous proposons vise à créer une base légale irréprochable. Lorsqu'on procède à des retenues, il convient de tenir compte de facteurs les plus divers que la loi ne saurait mentionner en détail, tels par exemple le genre de lésion et les charges financières qui en découlent, le degré réel de l'incapacité de gagner et enfin la possibilité de payer les primes d'assurance. C'est pourquoi la commission paritaire recommande de régler la question par voie d'ordonnance. Notre projet de loi se borne par conséquent à charger le Conseil fédéral d'édicter les dispositions d'exécution.

Article 46. Tout d'abord, le département des finances et des douanes avait proposé un texte correspondant à la pratique actuelle; la commission l'avait approuvé. Le mémoire de la commission suggère cependant une formule plus étroite. Comme l'article 46 actuel donne satisfaction, nous préférons renoncer à le modifier.

Article 48, 3^e alinéa. Selon la disposition actuelle, seules les rentes versées aux veuves et aux orphelins ne peuvent être grevées d'un impôt successoral. Nous y avons ajouté les prestations uniques.

4^e alinéa. La disposition n'a subi aucune modification quant au fond. Seul le texte est simplifié.

Art. 56. Il s'agit ici des secours versés aux fonctionnaires non réélus ou licenciés par leur faute et perdant de ce fait tout droit aux prestations statutaires d'une des caisses d'assurance de la Confédération. Comme le législateur use du terme de «secours», on peut admettre qu'il n'envisageait le versement de prestations au sens de l'article 56 que dans les cas où la situation financière des intéressés était précaire. Nous estimons toutefois que ces secours devraient aussi pouvoir être accordés lorsque la conduite de l'agent, le nombre des années de service ou d'autres circonstances particulières le justifient. C'est pourquoi notre projet remplace le mot «secours» par ceux de «prestation volontaire».

Article 72. La loi doit prendre force après expiration du délai de referendum ou, s'il y a referendum, après l'acceptation par le peuple. Nous fixerons donc, le moment venu, la date de l'entrée en vigueur.

X. L'AVIS DES ASSOCIATIONS DU PERSONNEL

Notre projet ne peut naturellement pas tenir compte de toutes les propositions présentées par les associations du personnel. Ces propositions allaient, au début, extrêmement loin. Nous vous renvoyons à ce que nous avons dit sous chiffre IV. L'avis de la commission paritaire contient aussi des recommandations dont l'application aurait, en partie, de graves conséquences. C'est pourquoi nous avons essayé, en reprenant les pourparlers au cours de ces dernières semaines, d'aboutir à une entente sur un projet qui soit en général acceptable.

Toutes les associations du personnel se déclarèrent prêtes à renoncer aux requêtes dont notre projet n'avait pas tenu compte, mais à la condition que l'administration se rallie à leur manière de voir concernant le niveau du coût de la vie à prendre comme base pour établir l'échelle des traitements. La compensation future du renchérissement se ferait ainsi sur la base d'un indice de 177,1 points.

Donner suite à ce vœu signifierait que les traitements et salaires réels subiraient une augmentation supplémentaire de 0,7 pour cent et que la compensation du renchérissement à décider plus tard serait d'autant plus forte. Comme nous l'avons dit plus haut (cf. chiffre VI, 1), nous pensons que cette manière de faire est acceptable. Elle permet d'obtenir l'acquiescement des associations du personnel au projet de loi qui vous est soumis. Pour régler la compensation du renchérissement après l'entrée en vigueur de ce projet, nous nous fonderons sur l'indice des prix à la consommation de 177,1. Nous vous recommandons d'approuver les nouveaux traitements au vu de cette déclaration, mais vous prions de rejeter les éventuelles propositions qui ne répondraient pas à l'entente réalisée et exigeraient de la Confédération des sacrifices encore plus grands.

XI. CONSIDÉRATIONS FINALES

Le projet de loi ne comporte pas d'innovations fondamentales. La nouvelle échelle des traitements, avec les répercussions financières qu'elle implique, en constitue la partie essentielle. Nous pensons que nos propositions d'amélioration des appointements du personnel se justifient, eu égard à l'évolution générale des salaires et à la situation économique. Nous sommes en revanche d'avis qu'il n'y aurait pas lieu de prévoir des charges plus élevées ni des concessions plus grandes. Bien que la hausse des salaires dans l'industrie se poursuive et que l'amélioration du gain réel proposée n'ait ainsi rien d'extraordinaire, on peut craindre que l'augmentation générale des salaires et des prix nuise à la longue à notre économie. Si désirable soit-il d'améliorer les appointements de nos fonctionnaires et des salariés en général, il n'en demeure pas moins qu'on ne saurait augmenter les salaires au-delà d'une certaine limite. Notre économie est étroite-

ment liée au marché mondial. Comme telle, elle ne peut se permettre, sans risquer de s'affaiblir dangereusement, de compromettre de propos délibéré l'exportation d'un grand nombre de produits devenus trop chers du fait des augmentations générales de salaires. On ne peut prévoir quand la limite admissible sera atteinte. Aussi une politique prudente en matière de salaires vaudra-t-elle à la longue au personnel plus d'avantages que d'inconvénients. La législation fédérale sur les traitements est aujourd'hui à tel point perfectionnée, également en ce qui concerne les prestations sociales, que le personnel peut observer la retenue nécessaire.

XII. POSTULATS DES CHAMBRES FÉDÉRALES CONCERNANT LA LÉGISLATION EN MATIÈRE DE TRAITEMENTS

Les postulats n° 6826 et 6931 que le Conseil national a acceptés les 21 mars et 23 septembre 1955 traitent de l'indemnité de résidence. Leur contenu et notre avis à leur sujet sont indiqués sous chiffre VI, 4. Deux autres postulats du Conseil national, le n° 6812 du 16 juin 1955 et le n° 6914 du 23 septembre 1955, nous demandent d'améliorer les traitements inférieurs et les traitements initiaux.

Les postulats n°s 6958, 7023, 7034 et 7035 du 16 décembre 1955 recommandent un relèvement général des traitements et une révision des dispositions de la loi sur le statut des fonctionnaires ayant trait aux salaires. Le Conseil national a adopté le 9 décembre 1955 les postulats n°s 6389 et 6519 préconisant une amélioration des allocations pour enfants.

Nous estimons que notre projet tient compte de tous ces postulats et qu'ils peuvent être par conséquent classés.

* * *

Nous fondant sur les considérations qui précèdent, nous vous recommandons d'adopter le projet de loi ci-joint.

Nous saisissons cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président et Messieurs, les assurances de notre haute considération.

Berne, le 22 avril 1958.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération,

Holenstein

Le chancelier de la Confédération,

Ch. Oser

(Projet)

LOI FÉDÉRALE

modifiant

la loi sur le statut des fonctionnaires

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu le message du Conseil fédéral du 22 avril 1958,

arrête :

La loi du 30 juin 1927 sur le statut des fonctionnaires est modifiée comme il suit ⁽¹⁾ :

I.

L'article 26 reçoit la teneur ci-après :

6. Interdiction d'accepter des dons

Art. 26

¹ Il est interdit au fonctionnaire de solliciter, d'accepter ou de se faire promettre pour lui ou pour autrui, en raison de sa situation officielle, des dons ou autres avantages.

² Il y a également infraction au devoir de service lorsqu'un tiers, de connivence avec le fonctionnaire, sollicite, accepte ou se fait promettre des dons ou autres avantages.

³ Les dons et autres avantages sont acquis à la Confédération. Si ces objets n'existent plus en nature, celui qui les a reçus devra en payer la valeur à la Confédération.

II

Le chapitre V du titre premier reçoit la teneur ci-après :

Chapitre V

LES DROITS DU FONCTIONNAIRE

1. Traitement et indemnité de résidence

Art. 37

¹ Les traitements des fonctionnaires sont fixés d'après l'échelle suivante :

(¹) Les dispositions ou parties de dispositions signalées par un trait vertical sont nouvelles.

	Traitement annuel	
	minimum	maximum
	Fr.	Fr.
1 ^{re} classe de traitement	24 200	29 000
2 ^e » » »	21 680	26 480
3 ^e » » »	19 170	23 970
4 ^e » » »	16 820	21 620
5 ^e » » »	15 170	19 970
6 ^e » » »	14 330	19 130
7 ^e » » »	13 490	18 290
8 ^e » » »	12 650	17 450
9 ^e » » »	11 840	16 640
10 ^e » » »	11 190	15 990
11 ^e » » »	10 570	15 340
12 ^e » » »	9 950	14 690
13 ^e » » »	9 450	14 160
14 ^e » » »	9 080	13 630
15 ^e » » »	8 790	13 100
16 ^e » » »	8 580	12 570
17 ^e » » »	8 370	12 040
18 ^e » » »	8 180	11 510
19 ^e » » »	7 990	10 980
20 ^e » » »	7 800	10 450
21 ^e » » »	7 620	9 930
22 ^e » » »	7 440	9 410
23 ^e » » »	7 260	8 950
24 ^e » » »	7 080	8 490
25 ^e » » »	6 900	8 100

²Les traitements annuels des fonctionnaires désignés ci-après sont fixés par le Conseil fédéral, dans chaque cas particulier :

- a. Jusqu'à 43 000 francs pour les directeurs généraux des chemins de fer fédéraux, le directeur général des postes, télégraphes et téléphones, ainsi que pour les directeurs et les chefs de division de l'administration générale de la Confédération qui, en raison des exigences de leur fonction et de leurs aptitudes personnelles, doivent recevoir un traitement supérieur à celui qui est prévu sous lettre *b*;

b. Jusqu'à 34 500 francs pour les chefs des divisions directement subordonnées aux départements, s'ils ne doivent pas être rétribués selon la lettre a, pour les directeurs d'arrondissement des chemins de fer fédéraux, et, lorsque les exigences de leur fonction le justifient, pour d'autres directeurs, chefs de division et fonctionnaires dirigeants de l'administration générale de la Confédération et des chemins de fer fédéraux.

³ Exceptionnellement, afin de s'assurer la collaboration de personnes tout particulièrement qualifiées ou de les retenir au service de la Confédération, l'autorité qui nomme peut accorder, moyennant l'assentiment du Conseil fédéral, des traitements dépassant de vingt pour cent au plus les maximums fixés aux 1^{er} et 2^e alinéas.

⁴ Dans les localités où le coût de la vie, calculé compte tenu du niveau des prix et des charges fiscales, atteint ou dépasse la moyenne du pays, il est alloué une indemnité de résidence en plus du traitement prévu aux 1^{er} et 2^e alinéas. Cette indemnité est graduée d'après le coût de la vie et s'élève, par année, à :

Pour les fonctionnaires		
célibataires	mariés	
Fr.	Fr.	
75	100	dans la 1 ^{re} zone
150	200	» » 2 ^e »
225	300	» » 3 ^e »
300	400	» » 4 ^e »
375	500	» » 5 ^e »
450	600	» » 6 ^e »
525	700	» » 7 ^e »
600	800	» » 8 ^e »

⁵ Dans les localités situées à plus de 1200 mètres, la dépense supplémentaire découlant de l'altitude peut être prise en considération. Le cas échéant, un supplément à l'indemnité de résidence sera accordé. Lorsque les conditions climatiques le justifient, une telle dépense supplémentaire peut être prise en considération, dans une mesure appropriée, également pour les localités situées à moins de 1200 mètres.

⁶ Le fonctionnaire reçoit, sous réserve du 8^e alinéa, l'indemnité de résidence fixée pour la localité dans laquelle il est domicilié. Si le coût de la vie au lieu de domicile est inférieur à celui du lieu de service, un supplément pour lieu de service différent du lieu de domicile peut lui être accordé indépendamment de l'indemnité de résidence.

⁷ Les veufs et les divorcés qui ont un ménage en propre ont droit à l'indemnité de résidence prévue pour les mariés.

⁸ Le Conseil fédéral édicte les prescriptions déterminant le droit à l'indemnité de résidence pour les fonctionnaires qui n'habitent pas leur lieu de service et pour les femmes mariées. Il fixe les règles fondamentales du classement des localités dans les zones de résidence, lequel doit être effectué au début de chaque période administrative.

2. Classification des fonctions

Art. 38

¹ Chacune des fonctions est rangée par le Conseil fédéral dans une des vingt-cinq classes de traitement.

² Pour le classement des fonctions, on tiendra compte en particulier de l'instruction requise, de l'étendue des attributions, des exigences du service, de la responsabilité et des dangers. A conditions égales, les fonctions dans toutes les branches de l'administration et des entreprises de transport et de communications de la Confédération sont rangées dans la même classe de traitement.

3. Traitement initial

Art. 39

¹ Le traitement initial est fixé lors de la nomination.

² Le traitement initial correspond, en règle générale, au minimum de la classe de traitement à laquelle appartient la fonction. Il dépassera ce minimum lorsque des circonstances particulières, telles qu'une fonction analogue exercée dans une autre situation, des études préparatoires, des aptitudes et connaissances spéciales ou l'âge le justifient. Il peut être inférieur, lorsque le bénéficiaire n'a pas encore vingt ans révolus.

4. Augmentation ordinaire de traitement

Art. 40

¹ Jusqu'à l'obtention du maximum, le fonctionnaire a droit à une augmentation ordinaire de traitement au début de chaque année civile.

² Le montant de l'augmentation ordinaire est équivalent au dixième de la différence entre le minimum et le maximum d'une classe de traitement. Il s'élève au minimum à 210 francs pour une année de service complète. Le montant est calculé sur la base de la classe à laquelle le fonctionnaire appartient à la fin de l'année civile.

³ Si le fonctionnaire a moins d'une année de service au moment de l'échéance de la première augmentation ordinaire de traitement, le mon-

tant de celle-ci est fixé proportionnellement à la durée du service accompli pendant l'année écoulée. Les fractions de mois n'entrent pas en ligne de compte.

⁴ En cas d'absence prolongée, l'augmentation ordinaire de traitement peut être réduite ou supprimée au début de l'année suivante. Le Conseil fédéral fixe les règles concernant la réduction ou la suppression de cette augmentation.

5. Augmentation extraordinaire de traitement

Art. 41

¹ Le fonctionnaire bénéficiant d'un avancement a droit à une augmentation extraordinaire de traitement. Le montant en est fixé compte tenu des exigences plus grandes imposées au fonctionnaire et de ses capacités. Il est au moins égal à une fois et demie l'augmentation ordinaire de traitement prévue pour la nouvelle fonction, à condition toutefois que le maximum de la nouvelle classe ne soit pas dépassé.

² L'autorité qui nomme fixe le montant de l'augmentation extraordinaire en tenant compte des futures augmentations ordinaires, de telle sorte que le maximum prévu pour la nouvelle fonction soit atteint au plus tard à l'expiration de l'année au cours de laquelle le fonctionnaire accomplit sa quinzième année de service en qualité de fonctionnaire et sa cinquième année dans sa nouvelle fonction.

³ Lorsque le minimum du traitement prévu pour la nouvelle fonction dépasse l'ancien traitement, cette différence est imputée sur l'augmentation extraordinaire de traitement.

⁴ Les augmentations extraordinaires en cas d'avancement ne sont pas imputées sur les augmentations ordinaires de traitement.

⁵ Le Conseil fédéral fixe les circonstances dans lesquelles des augmentations extraordinaires de traitement peuvent être allouées indépendamment d'un avancement.

6. Allocations de séjour à l'étranger

Art. 42

¹ En tant que les circonstances le justifient, une allocation de séjour peut être allouée, indépendamment du traitement, au fonctionnaire de nationalité suisse tenu d'habiter à l'étranger.

² Le Conseil fédéral détermine les circonstances donnant droit à des allocations de séjour à l'étranger.

7. Allocations familiales

Art. 43

¹ Lors de son premier mariage, le fonctionnaire du sexe masculin a droit à une allocation unique de 800 francs. L'allocation est également versée au fonctionnaire veuf ou divorcé du sexe masculin qui se remarie, s'il ne l'a pas déjà reçue lors d'un mariage précédent. Le fonctionnaire qui résilie ses rapports de service dans le délai d'un an à compter du jour de son mariage peut être tenu de rembourser l'allocation en tout ou partie.

² Lors de la naissance d'un enfant légitime, le fonctionnaire a droit à une allocation unique de 200 francs.

³ Le fonctionnaire a droit à une allocation pour chaque enfant de moins de vingt ans n'ayant pas une occupation rémunérée. L'allocation s'élève annuellement à 360 francs par enfant. Les enfants totalement entretenus par le fonctionnaire donnent seuls droit à l'allocation.

⁴ Le Conseil fédéral détermine les circonstances donnant droit aux allocations prévues aux 2^e et 3^e alinéas lorsqu'il ne s'agit pas d'enfants légitimes ou lorsque le fonctionnaire ne pourvoit pas entièrement à l'entretien de l'enfant.

8. Remboursement de frais; indemnités, primes, récompenses

Art. 44

¹ Le Conseil fédéral détermine les circonstances donnant droit au remboursement de frais et aux indemnités:

- a. Pour voyages de service et emploi du fonctionnaire hors du lieu de service, y compris les indemnités accessoires du personnel ambulant;
- b. Pour déménagement à l'occasion de l'entrée en fonctions ou de changement de lieu de service;
- c. Pour service de nuit;
- d. Pour emploi simultané dans divers services de l'administration fédérale;
- e. Pour prestations extraordinaires, heures supplémentaires comprises, sous réserve des dispositions de la législation fédérale concernant la durée du travail dans l'exploitation des chemins de fer et autres entreprises de transport et de communications;
- f. Pour remplacement dans une fonction appartenant à une classe plus élevée.

² Des systèmes de primes, de rémunération aux pièces ou à la tâche, ainsi que des récompenses peuvent être introduits dans le but d'intéresser le personnel aux améliorations techniques ou à l'organisation économique des administrations et des établissements. Le Conseil fédéral en règle les détails.

³ Le Conseil fédéral, à condition que le principe de l'égalité de traitement soit sauvegardé, peut déléguer aux services qui lui sont subordonnés la compétence prévue aux 1^{er} et 2^e alinéas.

9. Naissance et extinction du droit au traitement, à l'indemnité de résidence et aux allocations

Art. 45

¹ Le droit au traitement et, le cas échéant, à l'indemnité de résidence et à l'allocation pour enfants naît le jour de l'entrée en fonctions. Il s'éteint le jour de la cessation des rapports de service.

² Si les conditions requises pour le versement de l'indemnité de résidence et de l'allocation pour enfants changent au cours d'un mois, le droit à l'indemnité et à l'allocation naît le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le changement a eu lieu. Il s'éteint avec le dernier jour du mois au cours duquel les conditions cessent d'exister. En cas de changement de lieu de domicile pour raison de service, l'indemnité de résidence est modifiée, s'il y a lieu, le jour du déménagement.

³ Le traitement, l'indemnité de résidence et les allocations sont payés mensuellement.

⁴ Le Conseil fédéral édicte les dispositions concernant :

- a. Le droit au traitement, à l'indemnité de résidence et aux allocations en cas d'absences pour cause de maladie, d'accident, de service militaire, de congé ou pour d'autres raisons;
- b. Le calcul de l'ancienneté de service au sens de la présente loi.

⁵ Si le fonctionnaire est transféré de service pour cause d'infirmité corporelle ou mentale, en particulier pour cause de diminution de l'ouïe ou de la vue, d'affaiblissement du sens des couleurs ou de la capacité de marcher, il a droit à son ancien traitement pendant deux ans à compter du début de son infirmité, à moins que celle-ci n'ait été causée volontairement ou par négligence ou imprudence graves.

⁶ Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution nécessaires pour déterminer dans quels cas et dans quelle mesure des prestations de l'assurance militaire ou de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents peuvent être imputées sur le traitement, en tout ou partie.

10. Compensation du traitement, de l'indemnité de résidence et des allocations avec les créances de la Confédération

Art. 46

¹Le traitement, l'indemnité de résidence et les allocations peuvent être compensés dans leur totalité avec les cotisations à verser par les assurés ou déposants à teneur des statuts des caisses d'assurance, ainsi qu'avec les indemnités pour logements de service et les amendes.

²Les dispositions du droit des obligations sont au surplus applicables par analogie en ce qui concerne les conditions et les effets de la compensation.

11. Jouissance du traitement

Art. 47

¹La jouissance du traitement du fonctionnaire décédé est accordée à ses survivants dans tous les cas pendant deux mois à partir du jour du décès, en plus des prestations éventuelles des caisses d'assurance de la Confédération.

²Si les intéressés sont dans le besoin, la jouissance du traitement d'une année au maximum peut être accordée :

- a. En cas d'invalidité au fonctionnaire lui-même;
- b. En cas de décès à ses survivants, à la condition que le fonctionnaire ait participé à leur entretien dans une mesure importante, ce dont les intéressés sont tenus de fournir la preuve.

³La jouissance du traitement au sens du 2^e alinéa et les prestations annuelles de l'assurance-vieillesse et survivants et d'une des caisses d'assurance de la Confédération ne dépasseront pas ensemble le traitement annuel touché en dernier lieu par le fonctionnaire en cause.

⁴Le droit à la jouissance du traitement, de même que les sommes versées à ce titre, ne peuvent être ni saisis, ni séquestrés, ni compris dans une masse en faillite. Toute cession ou mise en gage du droit à la jouissance du traitement est nulle.

⁵L'indemnité de résidence, l'allocation de séjour à l'étranger et l'allocation pour enfants sont comprises dans la jouissance du traitement.

⁶Le Conseil fédéral désigne les offices compétents pour accorder la jouissance du traitement et fixe le cercle des survivants au sens des 1^{er} et 2^e alinéas. L'octroi de la jouissance du traitement en cas de décès ou d'invalidité de fonctionnaires du Tribunal fédéral ou du Tribunal fédéral des assurances rentre dans la compétence de ces tribunaux.

12. Mesures de prévoyance en cas de maladie, d'accidents, d'invalidité, de vieillesse et de décès

Art. 48

¹Sous réserve du 2^e alinéa, le fonctionnaire est assuré contre les conséquences économiques de l'invalidité, de la vieillesse et de la mort à l'une des caisses d'assurance de la Confédération (caisse fédérale d'assurance, caisse de pensions et de secours du personnel des chemins de fer fédéraux).

²Les obligations de la Confédération en tant qu'assureur et les conditions d'assurance sont fixées par la législation fédérale spéciale.

³Les prestations versées aux veuves et aux orphelins ne peuvent être grevées d'aucun impôt successoral.

⁴Les indemnités dues à la Confédération en réparation d'un dommage intentionnellement causé peuvent être compensées avec les prestations statutaires des caisses d'assurance de la Confédération. Cette compensation ne peut toutefois pas avoir lieu avec les prestations statutaires dues aux survivants d'assurés ou de déposants. Les dispositions du droit des obligations relatives à la compensation (art. 120 s) sont au surplus applicables par analogie.

⁵Les statuts des deux caisses d'assurance de la Confédération doivent préciser quelles parts du traitement sont réputées gain assuré. Les deux statuts sont soumis à l'approbation de l'Assemblée fédérale. Le Conseil fédéral peut instituer des caisses spéciales d'assurance en cas de maladie ou obliger le fonctionnaire à s'assurer à une caisse reconnue par la Confédération. Les dispositions de la législation fédérale concernant l'assurance-vieillesse et survivants, l'assurance-maladie et accidents et l'assurance militaire sont réservées.

⁶Le Conseil fédéral peut déléguer aux services qui lui sont subordonnés la compétence prévue au 5^e alinéa.

13. Gratification pour ancienneté de service

Art. 49

¹L'autorité qui nomme peut accorder une gratification d'un mois de traitement au fonctionnaire ayant été vingt-cinq ans au service de la Confédération.

²Une gratification de même valeur peut être accordée après quarante ans de service.

³Une gratification inférieure à un mois de traitement peut être accordée au fonctionnaire si, au terme de ses rapports de service, la période d'activité qui serait nécessaire pour atteindre les vingt-cinq, respectivement quarante ans, de service n'excède pas cinq ans.

14. Vacances et congés

Art. 50

¹ Le fonctionnaire a droit chaque année à des vacances.

² Pour les fonctionnaires qui ne sont pas soumis à la législation fédérale concernant la durée du travail dans l'exploitation des chemins de fer et autres entreprises de transport et de communications, le Conseil fédéral fixe :

- a. La durée des vacances ;
- b. La mesure dans laquelle les absences pour cause de maladie, d'accident, de service militaire, de congé ou pour d'autres motifs sont imputées sur la durée des vacances ;
- c. Les conditions auxquelles des congés peuvent être accordés.

³ Le Tribunal fédéral et le Tribunal fédéral des assurances ont la même compétence en ce qui concerne leurs fonctionnaires.

15. Certificat de service

Art. 51

¹ Le fonctionnaire peut exiger du service compétent un certificat indiquant exclusivement la nature et la durée de son engagement.

² A la demande expresse du fonctionnaire, le certificat portera aussi sur la qualité des services et la conduite de l'intéressé.

III

L'article 56 est modifié comme il suit :

5. Prestations aux fonctionnaires non réélus ou licenciés par leur faute

Art. 56

¹ Le fonctionnaire déchu de ses droits aux prestations statutaires d'une des caisses d'assurance de la Confédération, parce qu'il n'est pas réélu ou qu'il a été licencié par sa faute peut, dans les cas dignes d'intérêt, être mis au bénéfice d'une prestation volontaire, soit unique, soit périodique. Les survivants du fonctionnaire peuvent aussi, dans les mêmes circonstances, recevoir une prestation volontaire. Le fonctionnaire ayant résilié ses rapports de service sur l'invitation de l'autorité qui nomme est considéré comme ayant été licencié.

² La prestation volontaire ne dépassera dans aucun cas les trois quarts des prestations statutaires auxquelles le fonctionnaire ou ses survivants

auraient eu droit en cas de non-réélection ou de licenciement non causés par la faute du fonctionnaire. Les prestations volontaires périodiques sont révocables en tout temps.

³ Les montants accordés à titre de prestations volontaires ne peuvent être saisis, ni séquestrés, ni compris dans la masse d'une faillite. Toute cession ou mise en gage de telles prestations est nulle.

⁴ Le Conseil fédéral accorde les prestations volontaires. Il apprécie librement les circonstances ayant motivé la non-réélection ou le licenciement, de même que la situation de l'intéressé ou de ses survivants.

⁵ Les prestations volontaires sont à la charge de la caisse d'assurance à laquelle le fonctionnaire a appartenu.

⁶ Le Conseil fédéral peut déléguer aux services qui lui sont subordonnés la compétence que lui confère le 4^e alinéa.

IV

Le titre quatrième reçoit la teneur suivante:

Titre quatrième

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES DE LA LOI FÉDÉRALE MODIFIANT LA LOI SUR LE STATUT DES FONCTIONNAIRES

Chapitre premier

Fixation du traitement, de l'indemnité de résidence et des allocations

Art. 69

Les traitements et allocations des fonctionnaires seront adaptés aux nouveaux montants prévus au chapitre V à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Les traitements qui se situent entre les minimums et les maximums fixés par l'ancienne réglementation seront ajustés en conséquence.

Chapitre II

Adaptation de l'assurance du personnel

Art. 70

¹ Les contributions uniques prévues aux articles 15, 2^e alinéa, et 16, 2^e alinéa, des statuts des caisses d'assurance du personnel ne sont dues que sur le montant qui dépasse 9 pour cent de l'ancien gain assuré.

² Le gain maximum assurable et les montants concernant la réduction de la rente en raison de l'exercice d'une activité lucrative seront fixés à nouveau, compte tenu de l'augmentation générale des traitements consécutive à cette loi.

³ Les contributions versées au fonds de stabilisation pour les assurés seront transférées aux caisses d'assurance du personnel.

⁴ A la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, les prestations statutaires aux bénéficiaires de rentes devront être augmentées du montant de l'allocation de renchérissement abolie. Le surcroît de charges résultant de cette mesure pour la réserve mathématique des bénéficiaires de rentes doit être amorti par des contributions annuelles de la Confédération et des chemins de fer fédéraux jusqu'à concurrence de l'allocation de renchérissement supprimée.

Chapitre III

Abrogation de dispositions, entrée en vigueur et exécution

Art. 71

Sont abrogés l'arrêté fédéral du 21 mars 1956 concernant l'augmentation des traitements des fonctionnaires de la Confédération et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Art. 72

Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

MESSAGE du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la modification de la loi sur le statut des fonctionnaires (Du 22 avril 1958)

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1958
Année	
Anno	
Band	1
Volume	
Volume	
Heft	17
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	7488
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.05.1958
Date	
Data	
Seite	877-934
Page	
Pagina	
Ref. No	10 095 019

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.